

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 416 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 416
Mai - Juin 1992
29^e année

LE GOUVERNEMENT BEREGOVY MAINTIENT LE CAP ANTI-OUVRIER

Le résultat des élections législatives, avec la cuisante défaite électorale du PS, avait paru donner naissance à un climat de crise politique et sonner l'halali contre un pouvoir socialiste usé jusqu'à la corde. Mais il a suffi de quelques jours pour que, avec la nomination de Bérégovoy, le climat politique retrouve son ron-ron habituel, que la droite en revienne à ses habituelles divisions et que le nouveau gouvernement se mette même à caracolier en tête des sondages d'opinion.

Qu'en conclure? Rien d'autre que ceci: le nouveau gouvernement jouit en fait du consensus profond de la classe dominante, malgré l'opposition, inévitable pour le jeu parlementaire et démocratique, des partis bourgeois traditionnels. Ceux-ci ont clairement laissé comprendre qu'ils n'étaient pas pressés d'assurer la relève du pouvoir. Il est en outre de leur intérêt politique le plus immédiat de laisser le PS assurer la gestion quotidienne alors que les économistes n'attendent pas de véritable reprise économique avant l'an prochain. Comme ils ont l'assurance qu'il ne viendrait pas à l'esprit du PS de "faire payer la crise aux riches", et qu'il continuera à la faire payer aux travailleurs, les partis de droite peuvent en toute quiétude se livrer à leurs luttes intestines pour le partage des futurs bonnes places et des futurs postes. Avec un peu de chance la victoire électorale future, qu'ils tiennent pour assurée, devrait coïncider avec la reprise économique, ce qui donnerait une marge de manœuvre suffisante pour garantir le maintien de la paix sociale si bien réalisé depuis 10 ans par la gauche. Les divisions de la droite à propos de Maastricht ne doivent donc pas être surestimées, d'abord parce que Maastricht n'implique rien d'irréversible en ce qui concerne les "abandons de souveraineté" (lire: les concessions), comme nous avons essayé de le montrer dans "Le Prolétaire" No414 qui font gémir les gaullistes purs et durs; ensuite parce qu'il est, au moins pour le court et moyen terme, de l'intérêt bien compris du capitalisme français de poursuivre sa politique traditionnelle en faveur du bloc franco-allemand, qui est la base de son adhésion au "projet" européen. Sans aucun doute, l'évolution rapide de la situation en Europe a bouleversé les rapports de force entre les Etats, a ouvert l'éventail des possibilités, a créé en un mot de formidables incertitudes pour la bourgeoisie française, qui trouvait au fond bien confortable le vieil ordre de Yalta. Mais si la prudence est de mise, rien ne pousse encore vraiment à quitter la route suivie sous la responsabilité des Pompidou, Giscard, Chirac et Mitterrand. Les groupes bour-

(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO

- L'affaire Touvier
- Correspondance: Grève des dockers
- La colère noire
- Correspondance: Joël Lamy
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Nouvelle-Calédonie: Les notables Kanaks enterrent l'Indépendance

Les flammes de Los Angeles annoncent le futur incendie prolétarien

Il y a trente ans une série d'émeutes dans les quartiers noirs de grandes villes américaines ponctuait le mouvement pour les droits civils, répondait à la répression dont il était victime - alors même que les dirigeants pacifistes de ce mouvement prêchaient la non-violence, et faisait écho aux injustices sociales, juridiques et politiques dont étaient victimes les noirs. "J'ai fait un rêve" déclarait à l'issue de l'un de ses

Après avoir liquidé Martin Luther King parce qu'elle redoutait l'apparition d'un leader noir charismatique incontrôlable en raison du mouvement de masse qui risquait de se déclencher, la bourgeoisie américaine utilisa sans vergogne son cadavre pour maintenir en vie et diffuser les orientations pacifistes et le rêve réformiste du Pasteur. Les discriminations raciales furent officiellement interdites, des programmes d'"affirmative action" furent mis sur pied pour permettre l'émergence d'une bourgeoisie noire, des actions de réhabilitation des ghettos, des mesures d'assistance sociale furent entreprises: c'était le

vaste programme de la "Grande Société" et de la "Guerre contre la pauvreté" lancé par le Président Johnson. Evidemment, il y avait un autre volet, non moins important, le volet répressif: la campagne de "contre-insurrection" qui consistait en l'assassinat des "meneurs" radicaux, l'arrestation et la condamnation par milliers de militants après des procès expéditifs (il en croulait encore des dizaines dans les geôles américaines, comme Geronimo Pratt, dont nous avons déjà parlé dans notre journal), l'infiltration et la destruction des organisations les plus combattives comme le Black Panther Party, l'introduction de la drogue

sermons, Martin Luther King, peu de temps avant d'être assassiné par le FBI. Ce rêve décrit par le Pasteur aux noirs militant contre la discrimination raciale, c'était le rêve d'une Amérique démocratique, fraternelle, où chacun, quelle que soit la couleur de sa peau et son origine sociale, aurait les mêmes chances et les mêmes possibilités de vivre une vie heureuse.

dans les quartiers les plus remuants, etc.

Mais ce sont certainement les mesures sociales plutôt que les mesures répressives qui, en définitive ont permis le retour à la paix sociale dans les quartiers noirs dès la fin des années soixante. D'autre part la poursuite de l'expansion économique a également fortement contribué à faire diminuer le taux officiel de pauvreté aux USA de 19% de la population en 1964, à la veille de la vague d'émeutes, à 11% - record historique atteint avant l'éclatement de la crise économique de 1974-75.

(Suite en page 4)

L'impérialisme français, gendarme de l'Afrique

"Dans une garnison du midi de la France à Orange, un bataillon d'infanterie est en état d'alerte: il va partir dans quelques jours au Cambodge (...) Un mois plus tôt d'autres unités françaises étaient projetées à 2000 km de là en Croatie (...) Au début de l'année, c'est au Togo qu'une compagnie avait été expédiée. Et quelques semaines auparavant, une intervention militaire française avait eu lieu au Zaïre (...) dépassant encore en envergure celle menée au Rwanda l'année dernière", écrit Paul-Marie De la Gorce dans le magazine "Jeune Afrique" (no 1636, 14-5-92); et ce "spécialiste des questions stratégiques" ajoute: "Ainsi s'est-on habitué à voir des forces françaises dépêchées dans diverses parties du monde, du Tchad au Golfe, du Liban en Centrafrique, du Sinaï au Gabon, de Djibouti à Kinshasa. On ne met plus en doute que c'est l'un des modes d'action de la politique extérieure de la France, qui a été délibérément choisi par ses gouvernements successifs".

Ce commentaire satisfait décrit une réalité qui est le résultat d'une décennie de gouvernements de gauche successifs: aujourd'hui "on", c'est-à-dire ces partis anti-communistes et anti-socialistes, ne protestent plus contre ce mode d'action, comme avant 1981 où leur opposition affichée aux interventions militaires concernait essentiellement la méthode, la forme, et non le fond de la politique impérialiste du capitalisme français. Et en conséquence "on", c'est-à-dire la population et plus particulièrement les prolétaires, se sont habitués aux interventions militaires quasi-permanentes.

Non qu'il existait autrefois une véritable opposition de classe aux expéditions militaires de l'impérialisme français; mais le souvenir encore récent de la sanglante guerre d'Algérie n'incitait guère les travailleurs à voir avec sympathie l'envoi de soldats en Afrique. D'autre part l'extrême-gauche, née en partie de l'opposition à cette guerre, manifestait une opposition bruyante, sinon sérieuse, aux interventions militaires dans les anciennes colonies françaises.

Rien de tel aujourd'hui: les interventions militaires passent souvent inaperçues, ou alors leurs justifications "humanitaires" ou "démocratiques" leur permettent de recueillir l'assentiment du plus grand nombre. Une partie de l'extrême-gauche s'est lancée dans une cour assidue au pacifisme petit-bourgeois qui par nature refuse toute opposition frontale à l'impérialisme de son Etat: où a-t-on vu que les manifestants contre la dette du

tiers-monde s'en prennent à l'impérialisme français? Un groupe comme Lutte Ouvrière aurait trop peur de heurter les préjugés chauvins et le sentiment de supériorité nationale des déçus du PCF qui constituent son électorat pour faire plus que brocarder et persifler l'impérialisme français. Quant au CCI, il prétend que les prolétaires n'ont pas à se mêler de ces choses-là et d'ailleurs l'impérialisme français serait en passe d'être éliminé de ses chasses-gardées par l'impérialisme américain - ce qui résoudra le problème pour les travailleurs français.

Toutes ces positions - dont nous n'avons pas voulu faire une analyse détaillée, ni une présentation exhaustive - aboutissent, qu'on le veuille ou non, à laisser la voie libre à l'influence impérialiste bourgeoise sur les masses, à faciliter les campagnes de mobilisation nationaliste des travailleurs et, par voie de conséquence à approfondir la division entre les prolétaires: pourquoi les prolétaires français lutteraient-ils pour l'égalité des droits et des conditions des prolétaires immigrés, contre le véritable état d'exception que leur impose l'Etat bourgeois, s'ils admettent que ce même Etat impose son ordre dans leurs pays d'origine? Et comment les prolétaires immigrés pourraient-ils avoir confiance en leurs camarades français si ceux-ci ne manifestent pas systématiquement leur opposition absolue aux agissements impérialistes?

(Suite en page 6)

Sur le fil du temps EN AVANT LES BARBARES !

Le "Fil du Temps" ci-dessous a été publié en 1951 dans "Battaglia Comunista". Rappelons que dans cette série d'articles Amadeo Bordiga, en faisant la critique de toutes les positions erronées qui étaient autant d'entraves à la reprise du mouvement révolutionnaire prolétarien, entendait démontrer à ses lecteurs la validité du marxisme authentique, "non adulteré". La solution des problèmes "nouveaux" posés par l'histoire, comme celui de la nature de l'URSS, ne peut pas se trouver dans l'élaboration de "nouveautés" théoriques, dans la prétendue "amélioration", dans le soi-disant "enrichissement" du marxisme, qui, dans 99% des cas au moins, ne sont que de médiocres adaptations opportunistes à des situations contingentes, des pures falsifications du marxisme qui finissent toujours par accroître la confusion et la désorientation. Tout le travail de notre courant a consisté à montrer au contraire que ce n'est qu'en restant scrupuleusement fidèle au marxisme orthodoxe et intégral qu'il est possible de déchiffrer les mystères d'une actualité toujours mouvante; en suivant le fil du temps, il est possible de retrouver dans le passé la clé de l'avenir: le marxisme, qui a mis à jour, une fois pour toutes, les lois de développement historique des sociétés humaines, et du capitalisme en particulier. S'il était avéré que la société capitaliste s'est affranchie du déterminisme historique, cela signifierait, non qu'il faille "enrichir" le marxisme, mais que les idéologues de la bourgeoisie ont finalement eu raison.

La revue française "Socialisme ou Barbarie" contre qui ce "Fil du Temps" polémique, défendait à l'inverse la notion d'un "marxisme vivant", qui devait être "enrichi" au fur et à mesure de l'évolution historique. En URSS et dans les autres pays de l'Est, "S. ou B." décrivait l'existence d'un "mode de production bureaucratique", avec une nouvelle classe dirigeante - la bureaucratie - non prévue dans le schéma marxiste. A l'échelle historique, "S. ou B." redoutait que le capitalisme dégénérant n'ouvre la voie à une

(Suite en page 5)

Le gouvernement beregovoy maintient le cap anti-ouvrier

(Suite de la page 1)

geois les plus sceptiques ou les plus réticents vis-à-vis de l'Europe n'ont pas la force, ni sans doute la volonté, de faire capoter le processus en cours et les politiciens qui reflètent ces positions ne pouvaient donc faire plus que des simulacres de batailles, et prendre date pour l'avenir.

Les premières déclarations de Bérégovoy ont été pour confirmer qu'il ferait bien ce qu'on attendait de lui et qui lui avait valu de voir sa nomination saluée par la Bourse: continuer la politique de défense du franc, maintenir la rigueur en refusant donc de céder aux revendications des salariés. La politique du Franc fort a l'inconvénient de désavantager les marchandises françaises sur les marchés extérieurs et aussi sur le marché intérieur, de moins en moins protégé de la concurrence à mesure que s'approche le marché unique. Pour compenser le renchérissement mécanique provoqué par la forte valeur de la monnaie, sans amputer les profits, il n'y a que deux façons qui au fond reviennent au même: soit augmenter la productivité pour produire autant avec moins de travailleurs, soit baisser les salaires pour compenser le "manque à gagner". Dans les deux cas il s'agit d'une augmentation de l'exploitation, d'une baisse de la part salariale dans la valeur de la production. Ces deux façons sont toutes deux employées et elles aboutissent à ce que, par rapport à ses concurrents/clients les plus importants, il y ait en France, à la fois des salaires plus bas et un chômage plus important. Ce sont donc les travailleurs qui font les frais de la "déflation compétitive" si chère à Bérégovoy.

Le gouvernement Bérégovoy entend également éviter les vagues que certaines initiatives et certains projets de l'équipe Cresson avaient provoquées. C'est ainsi que la réforme Jospin de l'Université a été renvoyée à un avenir meilleur. Mais lorsque les premières déclarations du

nouveau ministre de la Mer ont eu l'air de remettre en cause la réforme des ports, le gouvernement s'est empressé d'assurer les milieux patronaux qu'il ne reculait pas devant l'affrontement contre les dockers: cet épisode illustre avec clarté quels intérêts sert le gouvernement.

De même, dès son premier discours au Parlement, Bérégovoy a cru bon de faire preuve de "fermeté" contre les travailleurs immigrés en s'en prenant à la polygamie de certains, bien que selon les services officiels, les cas de demande de regroupement familial qui portent sur des familles polygames ne se comptent au maximum que par quelques centaines par an. Mais Bérégovoy a pu ainsi flatter les sentiments les plus racistes et les plus anti-ouvriers. La volonté bien arrêtée du gouvernement Bérégovoy de continuer vis-à-vis des immigrés dans la lignée des précédents gouvernements de gauche comme de droite a été rapidement démontré dans son attitude envers les déboutés du droit d'asile: en dépit de promesses antérieures, qui avaient fait arrêter les grèves de la faim, le gouvernement Cresson avait conclu à l'expulsion pour la plupart des réfugiés, y compris pour les kurdes turcs, à leur expulsion vers la Turquie! Cette politique gouvernementale appelle en réponse de la part des révolutionnaires et des prolétaires conscients la solidarité sans faille avec les travailleurs étrangers, la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité des droits. La recrudescence du chômage ne pourra que créer un terrain encore plus fertile aux sentiments et aux réactions racistes dans la classe ouvrière, sentiments et réactions qui sont diffusés et orchestrés par toutes les forces bourgeoises - les administrations étatiques en premier lieu - et pas seulement par le vilain Le Pen comme on voudrait le faire croire. L'opposition au racisme ne peut donc avoir une quelconque efficacité que si elle se fonde sur les intérêts de classe du prolétariat: sinon elle est

condamnée à servir d'instrument dans la lutte politique inter-bourgeoise et aboutit au renforcement de la cohésion sociale donc de l'ordre établi.

Bérégovoy avait dans les premiers jours de son gouvernement annoncé en grande fanfare qu'il n'y aurait plus de "chômeurs de longue durée" (plus d'un an au chômage) à la fin de l'année, alors qu'il y en a 900.000 aujourd'hui. La solution miracle consistait à organiser des entretiens particuliers avec chacun de ces chômeurs, à l'issue desquels il serait possible de leur proposer un emploi (on ne sait comment), un "stage" (c'est déjà plus facile), ou... de les radier (solution la moins compliquée). Mais il s'est vite avéré qu'aucun truc ne pouvait faire disparaître les chômeurs; au contraire le chômage ne cesse de s'étendre, en dépit des affirmations répétées selon lesquelles la crise est terminée et la croissance économique a repris: nous avons dépassé les 10% de chômeurs en dépit de toutes les astuces pour en comptabiliser le moins possible dans les statistiques. Et cette poussée du chômage risque de mettre en difficulté les finances de l'ASSEDIC. Selon "Le Monde" du 30/5, le CNPF propose de réduire les allocations-chômage par l'exclusion des travailleurs précaires, chômeurs de longue durée, jeunes, femmes de retour sur le marché du travail. Et le journal rappelle malicieusement qu'en 1984 déjà Bérégovoy avait réalisé une opération similaire qui s'était traduite par le gonflement du nombre de chômeurs non-indemnisés et l'apparition en conséquence de la "nouvelle pauvreté". "Le Monde" met en garde contre les risques encourus par le "tissu social" si les suggestions du CNPF étaient reprises par le gouvernement de notre bon socialiste...

Mais le gouvernement se soucie de ces risques, et il a même des plans tout exprès pour cela: plan du regretté Tapie avec le but explicite d'éviter que

des émeutes à la Los Angeles n'éclatent dans nos banlieues, plan du nouveau ministre de l'Intérieur Quilès contre la délinquance, notamment des jeunes. Ce plan a été bien accueilli par les syndicats de policiers (la FNAP s'est réjouie que l'accent soit mis "sur la nécessaire fonction répressive de la police", etc.), le RPR et l'UDF...

Un autre fait montre la continuité réactionnaire du gouvernement Bérégovoy, l'annulation de la campagne d'information en faveur de la contraception qui devait être lancée à la mi-mai. Le Premier Ministre a fait annuler cette campagne - la première depuis environ une décennie - parce qu'elle risquait de "heurter certains sentiments"; il est clair que les sentiments qu'il ne faut pas heurter sont ceux des bourgeois catholiques, de l'Eglise et des politiciens centristes avec qui, demain, une "majorité de progrès" (sic!) est espérée: on voit de quel "progrès" il s'agit! Mais les gouvernements Rocard et Cresson ne comptaient-ils pas un certain Durieux, homme de confiance de Raymond Barre, réactionnaire connu pour ses prises de position hostiles à l'avortement?

Nous voyons donc que le "gouvernement de consensus" de Bérégovoy entend en tous points ne servir que les intérêts généraux de la bourgeoisie française et n'envisage d'accorder que les plus minimes concessions à la classe ouvrière: il s'agit d'un gouvernement de consensus anti-ouvrier, avant la prochaine recomposition du paysage politique bourgeois. Les travailleurs doivent y voir un adversaire déclaré soucieux de garder le cap de l'austérité, le cap de l'offensive contre la classe ouvrière, et non un "moindre mal" par rapport à un gouvernement de droite.

Seule la lutte ouverte peut arracher la satisfaction des revendications pressantes des prolétaires!

L'affaire Touvier

Grand émoi dans le monde politique et parmi les professionnels de l'indignation: Paul Touvier, le chef de la milice de Lyon sous l'occupation est acquitté de l'accusation de "crimes contre l'humanité"!

Au risque de choquer les bonnes âmes, nous ne voyons pour notre part aucun motif d'indignation dans ce verdict, mais à la limite, plutôt un motif... de satisfaction: ce n'est pas si souvent en effet que la justice bourgeoise se démasque elle-même et donne d'aussi éclatantes confirmations de l'analyse marxiste. Si l'on prend la peine de jeter un coup d'oeil sur l'arrêt de la chambre d'accusation, on constate que les juges reconnaissent bien la réalité de "crimes de guerre"; mais après tout, les crimes sont bien naturels en période de guerre et ils ne constituent pas forcément des "crimes contre l'humanité", écrivent en substance les juges; et ces crimes sont couverts par l'amnistie accordée à Touvier en 1971, ajoutent-ils, rassurant ainsi tous les criminels des guerres coloniales françaises, eux aussi amnistiés. Où irions nous si une haute juridiction de l'Etat, par un arrêt inconsidéré se mettait en tête d'établir que les tueurs de l'impérialisme pourraient eux aussi se voir un jour reprocher leurs crimes? C'est ce raisonnement qui avait été également à l'origine du classement sans suite de l'accusation de crimes contre l'humanité lancée l'an dernier contre Boudarel par des nostalgiques irréfléchis de la période coloniale. La douce France a trop d'atrocités à cacher pour permettre qu'on ouvre des procès historiques.

Le cas Touvier est cependant plus délicat, car la lutte contre la collaboration et contre le nazisme allemand sont des éléments essentiels de l'idéologie officielle de la IVe et de la Ve Républiques. En outre la crainte grandissante d'une puissance allemande en expansion suscite de la part de la bourgeoisie française une réactivation de cette idéologie et un regain des campagnes anti-fascistes. Notre bourgeoisie, qui n'aime rien tant que le rôle de donneuse de leçons démocratiques et humanitaires, entend rappeler sans cesse que l'Allemagne au contraire est coupable d'un crime sans pareil dans l'histoire de l'humanité; et en conséquence, pour conserver sa place au sein des nations civilisées malgré ce crime inexpiable, l'Allemagne se doit de montrer de la retenue dans l'affirmation de sa puissance, doit éviter de faire preuve de trop d'appétit et de trop d'agressivité concurrentielle vis-à-vis de ses partenaires et en particulier vis-à-vis de la si vertueuse France.

C'est essentiellement pour cette raison que le procès à grand spectacle de Barbie, avec qui Touvier collaborait à

Lyon, avait été organisé malgré les risques évoqués par certains grands résistants que ce procès ne jette une lumière trop vive sur la réalité de la Résistance. Et c'est pour la même raison que les activités d'une poignée de "révisionnistes" provoquent de bruyantes indignations des médias et ont abouti au vote spectaculaire d'une loi interdisant qu'on mette en doute le crime allemand.

Si certains étourdis avaient pu croire sincèrement que l'Etat bourgeois était guidé en ces occasions par la protection des "Droits de l'homme", "l'Anti-racisme", la réparation des torts causés aux minorités, il leur suffirait pour se convaincre de leur erreur de considérer l'écrasement silencieux qui règne sur les tueries commises à l'encontre des peuples colonisés; sur la répression bestiale des manifestants algériens de novembre 61 à Paris (la répression la plus sanglante dans la capitale depuis la Commune), ou plus récemment sur le massacre des Kanaks d'Ouvéa; il leur suffirait de constater la mansuétude envers les auteurs des crimes racistes - une des spécialités du "pays des droits de l'homme" -, et plus généralement le racisme institutionnalisé envers les prolétaires étrangers.

Malheureusement ils sont nombreux ceux qui accordent crédit aux pompeuses déclarations démocratiques, anti-racistes et anti-fascistes des divers politiciens et représentants de la bourgeoisie, sur la foi des campagnes périodiques contre l'anti-sémitisme, et des rituelles traditions anti-vichystes scandées par les défilés devant les monuments aux morts.

Mais c'est précisément toute cette creuse idéologie que, sans le vouloir, les juges parisiens ont par leur maladresse mis à mal! Reconnaître Touvier coupable de crimes contre l'humanité au même titre que l'allemand Barbie, ce serait reconnaître le régime de Vichy aussi coupable que le régime hitlérien. Et donc, en bonne logique, ce n'est plus seulement l'Allemagne qui est coupable de ce crime sans pardon, ce n'est plus seulement l'Allemagne qui doit être placée perpétuellement sous surveillance, mais la France aussi!

Pour que les bourgeois français continuent à avoir barre sur leurs collègues allemands (et pour pouvoir à l'occasion embrigader les masses dans des campagnes anti-allemandes), il est impératif de laver Vichy de tout soupçon de "crimes contre l'humanité". L'exercice était difficile, car il implique une quasi réhabilitation de ce régime et donc l'ouverture de polémiques sur un sujet où on voulait les éviter.

Mais l'attitude "scandaleuse" des juges est en continuité totale avec l'attitude générale de la bourgeoisie française. Celle-ci a toujours refusé d'enquê-

ter sur les responsabilités françaises dans les déportations de juifs, n'a jamais jugé ses criminels de guerre, en dehors du bref exutoire des "épurations" après la guerre et de cas spectaculaires, condamnés comme "traîtres à la patrie", n'a jamais mené d'épuration dans les rangs de l'Etat. Voilà pourquoi elle a bâti une histoire légendaire de la "Résistance" et de la "France Libre", alors même que de très hauts fonctionnaires et responsables vichystes ont continué leur carrière dans la "France libérée": Papon, Couve de Murville et même un certain... Mitterrand.

Faut-il chercher ailleurs les "étranges" protections - que personne ne chercha jamais à élucider et que le rapport de l'Eglise a eu pour fonction d'enterrer - qui ont permis au condamné à mort Touvier de vivre paisiblement chez lui pendant une vingtaine d'années, d'obtenir une grâce de Pompidou, d'être hébergé par des religieux pendant les années où il était recherché, puis d'obtenir ce non-lieu?

En dépit de la tapageuse indignation, les bourgeois ne veulent surtout pas qu'on fouille le passé parce que cela risquerait de démontrer que la bourgeoisie française avait joué sur les deux tableaux, d'abord celui du régime de Pétain, authentiquement "national", mais aussi celui de la "France libre" et de la Résistance, attendant de voir qui l'emporterait dans la guerre. Elle se fit ainsi résistante et anti-vichyste pour avoir un strapontin à la table des vainqueurs... Quant à la "shoah" et au massacre des juifs, la décision de la chambre d'accusation de Paris confirme que c'est le cadet des soucis de la bourgeoisie, un argument démagogiquement utilisé au service de ses objectifs: tuer et déporter des juifs n'est un crime contre l'humanité que si c'est le fait d'un allemand!

Non, pour nous il n'y a pas motif à scandale dans la maladroite décision des juges, parce que nous avons toujours dénoncé la mystification de la Résistance, parce que notre courant l'avait caractérisée dès son apparition comme l'un des fronts de la guerre impérialiste - et non comme une guerre du "peuple" "contre le fascisme" et "pour la démocratie"; front de guerre impérialiste où les prolétaires étaient appelés à verser leur sang pour les intérêts exclusifs de la bourgeoisie. Nous avons suffisamment dénoncé la fausseté de l'alternative démocratie-fascisme, qui ne sont que deux formes de la domination de classe que la bourgeoisie utilise tour à tour suivant les situations, pour être étonnés et moins encore "scandalisés" par le fait que les juges démocratiques de la très démocratique république issue de la France Libre absolvent un tueur fasciste protégé pendant quarante ans. Cette décision rappelle, très opportunément si l'on songe aux mobilisations anti-Lepénistes, la

continuité substantielle entre Vichy et le régime de la "Libération", la connivence entre vichystes et anti-vichystes, la complicité entre fascistes et anti-fascistes, la transformation des uns dans les autres.

Les crimes de la bourgeoisie, qu'ils soient commis sous le "fascisme" ou sous la "démocratie", ne pourront être jugés et impitoyablement punis que par la révolution communiste, lorsque le prolétariat se sera arraché aux mensonges bourgeois et se sera engagé sous son propre drapeau international dans la guerre de classe.

IL COMUNISTA
No 32 / MAGGIO 1992

-Razzismo: non è questione di cultura o di civiltà, ma è questione di classe -Le fiamme di Los Angeles annunciano il futuro incendio proletario -L'Italia delle tangenti: corruzione? No, sistema politico -Il dopo-elezioni: partiti allo sbando -Assassino Falcone: i rischi dei potenti -Algeria: solo la lotta di classe proletaria metterà fine alla miseria e allo sfruttamento abbattendo lo stato borghese e il capitalismo -Medio Oriente: la pace dell'ordine imperialista -Il trotskismo e la crisi in URSS -Il capitalismo sovietico in crisi (III)

A NOS LECTEURS

Au moment où tous les appareils de propagande bourgeois clament que le marxisme est mort et que la démocratie capitaliste est la forme idéale et indépassable de l'organisation sociale humaine, faire entendre la voix du communisme est une nécessité vitale. Malheureusement la faiblesse de nos moyens financiers nous contraint pratiquement à ne publier notre revue française (PROGRAMME COMMUNISTE) et notre revue espagnole (EL PROGRAMA COMUNISTA) qu'avec une périodicité réduite. La publication de nouvelles brochures prévues en italien et en français est par force différée.

Nos lecteurs et tous ceux qui sympathisent avec notre action peuvent nous aider en contribuant à la diffusion de notre presse, en versant à notre souscription permanente, en s'abonnant, en participant enfin d'une façon ou d'une autre à notre travail, en correspondant avec nous.

SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI!
ABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ!

LA GREVE DES DOCKERS

La chambre des députés et le Sénat viennent de voter la loi sur la réforme du statut des dockers, malgré l'opposition du PCF, attendue, mais jugée "modérée" par la presse. Les dockers n'entendent pourtant pas arrêter la lutte, ainsi que le montre la poursuite des grèves et les manifestations de toute sorte. Cette lutte des dockers est présentée par les médias comme une grève purement corporative de travailleurs qui se refusent à comprendre que l'économie nationale exige des travailleurs qu'ils renoncent à leurs "privilèges": pour les bourgeois toute résistance ouvrière aux intérêts du capital n'est que de l'affreux corporatisme! le corporatisme bien réel chez les dockers est le reflet de leur situation particulière, quelque peu distincte de celle des autres travailleurs. Les dockers jouissaient en effet grâce à leur fameux "statut" d'un certain nombre d'avantages, acquis de haute lutte. La bourgeoisie avait concédé ces avantages pour en retour être assurée de la paix sociale dans un secteur aussi important pour l'économie, que les ports: si la condition des dockers a pu être protégée pendant quarante ans, c'est donc que la bourgeoisie y avait trouvé son intérêt. Mais nous ne sommes plus dans la période de l'expansion économique; depuis des années la bourgeoisie a entrepris de revenir sur tout ce qu'elle avait autrefois concédé à la classe ouvrière: aucune catégorie ouvrière, si "protégée" qu'elle se croit, ne peut éternellement échapper à cette offensive, comme le démontre le cas des dockers.

Contre l'attaque bourgeoise les dockers répondent par une lutte dure qui doit rencontrer l'appui et la solidarité des autres travailleurs; mais les obstacles à cette solidarité de classe sont nombreux, à commencer par ce corporatisme qui tend à faire croire aux dockers que leur problème, et donc leur lutte, sont tout-à-fait particuliers. Le syndicat CGT omniprésent s'appuie sur ce corporatisme et ne recherche qu'à présenter la lutte comme une lutte menée au nom des intérêts de l'économie bourgeoise. La déclaration de la CGT dockers du 19 mai dit entre autres que la loi "va affaiblir considérablement le gisement d'activités industrielles et commerciales drainées par les ports. Certaines villes et régions (...) vont se retrouver dans une situation ingérable financièrement et socialement (!); enfin, et par dessus tout, le texte ne peut en aucun cas assurer la relance de la filière navale, maritime et portuaire du pays. C'est une absurdité et un gâchis criminels. Il s'inscrit dans une conception désastreuse et condamnée dans les faits depuis une décennie". Ces lamentations de bons larbins gestionnaires du capital, ne peuvent toucher aucun bourgeois, mais elles ont en outre le grand tort de rendre très difficile une véritable solidarité de classe: celle-ci ne peut naître qu'en tournant ouvertement le dos aux intérêts de l'économie bourgeoise, pour s'en tenir, **enfin et par dessus tout** aux seuls intérêts ouvriers.

La défense contre l'offensive bourgeoise ne devrait pas être assimilée à la défense du statut, qui n'a pu empêcher la forte réduction du nombre d'emplois de dockers. Il est illusoire de croire qu'un statut puisse être une véritable garantie pour les travailleurs; la nationalisation n'est plus une garantie contre les licenciements ou contre les baisses de salaires, comme l'actualité quotidienne nous le montre chaque jour. Défense du statut, défense des nationalisations, sont les seuls objectifs avancés par les illusionnistes de la collaboration des classes. Si la CGT se focalise sur la défense d l'ancien statut, c'est qu'elle joue une fonction de pilier du système capitaliste, celui de l'embauche... Bien entendu, la bourgeoisie utilise les changements de statuts, les changements juridiques de la forme de propriété, pour développer son offensive anti-ouvrière. Mais la seule garantie qui n'est pas fictive réside **dans la lutte**. Quels que soient les changements de statut ou les privatisations, les dockers devront lutter comme tous les travailleurs pour la défense de leurs intérêts: - pas de statut différent d'un port à l'autre, - salaires identiques dans tous les ports, comme dans tous les secteurs industriels, - lutte contre le travail intérimaire et la précarisation, - non aux heures supplémentaires, - défense des acquis (congés, niveau des salaires, périodes de repos, etc...), - caisse de chômage et indemnités communes à tous les travailleurs, - non au corporatisme syndical. Et c'est à mener ces luttes et donc à s'organiser sur une base classiste, quel que soit le cadre du combat, que doivent se préparer les dockers. Ils pourront alors se reconnaître et être reconnus par les autres travailleurs comme faisant partie de la même **classe ouvrière** en lutte contre la classe bourgeoise et son Etat.

Nous donnons ci-dessous de larges extraits d'une correspondance dans laquelle un lecteur analyse les tenants et aboutissants de ce conflit.

Depuis octobre dernier, les dockers des ports français sont en lutte, organisant de nombreuses et diverses actions telles que les devenues habituelles et régulières grèves dans presque tous les ports, telles que les interventions dans les réunions et colloques du patronat portuaire ou des élus (Rouen, Le Havre), telles que les actions s'en prenant aux deniers de l'Etat (blocage par les dockers des péages sur l'autoroute du Havre permettant aux automobilistes de rouler gratuitement) ou aux Chambres de Commerce et de l'Industrie (organismes payeurs des dockers) en les saccageant comme à Marseille par exemple. La cause de l'utilisation de ces actions par les travailleurs de cette corporation est "le plan de modernisation de la filière portuaire" mis en place par la bourgeoisie et qui n'est qu'une restructuration de plus qui aura pour effet, comme toute restructuration, de renvoyer une partie de la classe ouvrière rejoindre le bataillon des chômeurs avoisinant aujourd'hui (officiellement) les 3 millions d'individus.

En effet, parmi les 8 300 dockers qui constituent la profession dans L'Hexagone actuellement, ce sont environ 4 000 d'entre eux qui vont être envoyés au chômage. Et outre ces licenciements, la bourgeoisie veut également mensualiser ces travailleurs d'une corporation plutôt à part dans le monde du travail, ainsi qu'abolir la loi et le statut datant de 1947 qui avaient fait non seulement les beaux jours des dockers mais également ceux de la hiérarchie des entreprises de manutention.

Cette restructuration du secteur portuaire à l'origine de ce conflit n'est en fait que la partie visible d'une politique économique entreprise par l'Etat et le patronat puisque ce n'est pas seulement la classe ouvrière du secteur portuaire qui est visée à court, moyen et long termes mais toute la classe ouvrière. En effet, derrière cette restructuration se cachent les préparatifs que mettent en place les bourgeoisies des pays membres de la Communauté Economique Européenne afin de se livrer dans la très proche Europe de 93 à une nouvelle guerre économique sans merci (qui a déjà commencé d'une certaine façon) et dont les principaux perdants seront comme toujours les travailleurs et leurs familles. Et c'est parce que les ports ont une importance stratégique qu'ils doivent, pour la bourgeoisie, être restructurés. Cela parce que le fret, quel qu'il soit, transite principalement par ces lieux et parce que c'est justement dans les ports ou à leur proximité que l'on trouve une grande partie de l'industrie (pétrochimie, raffinage, sidérurgie, etc...). C'est donc une fois de plus au nom de la concurrence, cette guerre de tous contre tous comme le disait Marx, qu'est mis sur pied ce vaste projet de res-

tructuration.

Ainsi la bourgeoisie a-t-elle trouvé un alibi pour "moderniser" sa filière portuaire: la "perte constante de compétitivité en volume et en valeur" (1) des ports français allant "au bénéfice des concurrents" et notamment à ceux "du Benelux" selon l'ex-ministre des transports Quilès devenu depuis peu ministre de l'intérieur (2) lors de la conférence de presse qu'il a donné avec l'ex (également) secrétaire d'Etat à la mer Jean-Yves Le Drian le 18 novembre dernier à Paris sur la "modernisation de la filière portuaire". Désignant en conséquence les dockers comme responsables de la situation du fait que, selon Le Drian, "la manutention est un élément important du coût du passage par le port (50 à 70 % du coût du passage) et un des points sur lequel l'écart de compétitivité avec nos concurrents européens est le plus important". Cela provient de plusieurs faits et notamment du statut spécial qu'ont les dockers et que voici en résumé.

Vu que le trafic portuaire est irrégulier en raison des conditions météorologiques, des marées, des affrètements, des contrats, des situations économiques et/ou politiques ainsi que de la fluctuation monétaire pour ne citer que les principales; le travail dans ces lieux est donc également irrégulier. Les dockers et manutentionnaires des ports sont donc des travailleurs intermittents. Il leur a donc fallu un statut particulier pour que leur travail ne s'effectue pas comme ce fut le cas jusqu'à la seconde guerre impérialiste mondiale. Car à cette époque l'embauche s'effectuait dans des conditions des

plus précaires puisque le docker pouvait se présenter dans tel ou tel port ou point d'un port sans être assuré de trouver du travail alors qu'ailleurs dans le même temps il pouvait y avoir insuffisance de main d'oeuvre.

En 1941, le docker va bénéficier d'une priorité absolue d'embauche lorsqu'il est titulaire d'une carte professionnelle et à condition qu'il se présente chaque matin et chaque après-midi à un B.C.M.O. (Bureau Central de Main-d'Oeuvre portuaire), ce bureau étant présidé par le directeur du port et comprenant un nombre égal de représentants de dockers et d'employeurs et étant créé la même année afin de gérer les effectifs de dockers et d'organiser l'embauche dans les ports (3). Puis cette évolution sociale sera finalisée le 6 septembre 1947 par une loi reprise dans le Code des Ports Maritimes et donnant lieu au fameux et bientôt défunt statut qui prévoit:

- une indemnité de chômage, dite indemnité de garantie, versée au docker lorsqu'il est présent à l'embauche et ne trouve pas de travail (4).

- un organisme pour payer cette indemnité: la CAI.N.A.G.O.D. (Caisse Nationale de Garantie des Ouvriers Dockers).

- le versement par les employeurs d'une cotisation sur les salaires pour alimenter cette caisse. Cette cotisation basée sur le principe de solidarité nationale est uniforme pour tous les ports quel que soit leur taux d'emploi.

Cette loi qui, à l'origine ne devait être que provisoire (pour une durée de 10 mois seulement) et qui est encore (mais pour combien de temps, bien qu'elle ait été prolongée suite à la persévérance des dockers à s'opposer à la volonté de la bourgeoisie de supprimer ce statut) en application plus de 44 ans après, démontre que si elle a tenu autant de temps, c'est bien parce qu'elle a permis à bon nombre de représentants de la bourgeoisie et notamment à ceux à la tête d'entreprises de manutention de faire du profit et qu'elle leur fut utile pour en arriver à ce résultat. D'ailleurs même la disposition selon laquelle, pour respecter la loi de 47, les effectifs de dockers devaient être ajustés au-delà d'un taux d'emploi de l'ordre de 25 % n'a jamais été appliquée. Quant aux indemnités de garanties, elles furent portées à 300 vacations (une vacation correspond à une demi-journée de travail) par an par docker alors qu'à l'origine elles devaient être de l'ordre de 100 par semestre par docker.

Bien sûr, comme dans les autres secteurs professionnels, il y a eu sur les ports une évolution des techniques, et comme ailleurs, ce ne fût pas pour aider les travailleurs mais pour que les capitalistes puissent exploiter toujours plus de plus-value. Et de ce fait, le nombre des emplois nécessaires a diminué puisque là où il fallait hier une main-d'oeuvre abondante et polyvalente, il faut aujourd'hui une main-d'oeuvre qualifiée et spécialisée et en nombre beaucoup plus réduit. Et cela malgré l'augmentation du tonnage transitant dans les ports (passant dans les ports de l'Hexagone de 47,1 à 87,2 millions de tonnes en 15 ans alors que dans la même période le nombre des dockers est passé lui de 15 000 en 1975 à 14 033 en 1981 à 8 300 en 1991).

Mais l'attaque de la bourgeoisie contre les dockers a également un autre but: démanteler le monopole syndical de la CGT dans la profession afin de démanteler par la même occasion le syndicalisme. En effet, tous les dockers sont syndiqués. 95 % d'entre eux le sont à la Fédération Nationale des Ports et Docks CGT, fédération qui a le monopole d'embauche au même titre que le patronat ou les représentants des pouvoirs publics ailleurs. Les 5 % restants, quant à eux, sont des anciens de la CGT. Mais il est à noter que dans ce syndicat, bien qu'il ait quasiment le monopole syndical et que sa hiérarchie soit pratiquement composée de membres appartenant ou soumis à la direction de la Place du Colonel Fabien, le pluralisme existe. En effet, en plus des idées stalinienne ou de ce qu'il en reste, on y trouve également les idées libertaires (elles furent dominantes jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale), sociales-démocrates, voire même fascistes (5). C'est d'ailleurs en fonction des idées qui dominent dans les ports que les dockers négocient ou luttent et qu'ils emploient dans ce dernier cas des formes différentes de lutte (...).

C'est donc encore et toujours sur le dos du prolétariat international que les représentants de la bourgeoisie vont faire leur politique démagogique ne servant qu'aux intérêts de la classe qu'ils représentent et dont ils sont issus. Classe que l'on peut diviser en trois catégories dans ce conflit:

- le patronat: l'U.N.I.M. (Union Nationale des Industries de la Manutention portuaire) qui est la fédération patronale de la manutention et qui s'emploie à vouloir supprimer près de la moitié de l'effectif national des dockers et à abolir le statut et la loi de 47 qui ont pourtant fait le bonheur des entreprises qu'elle regroupe mais en faisant porter la responsabilité politique de cet acte sur le dos du gouvernement "socialiste".

- les représentants de la droite qui, en bons démagogues et selon leurs propres intérêts en jeu, jouent les collaborateurs et/ou les opposants. Les principales figures de cette droite étant: Jean-Paul Lalitte qui est président de l'U.P.A.C.C.I.M. (Union des Ports Autonomes et des Chambres de Commerce et d'Industries Maritimes, qui est une chambre patronale des ports de France et avec laquelle les travailleurs du secteur portuaire négocient leurs salaires) depuis décembre 1991, qui est également président de la C.C.I. de Dieppe, président de la section équipement de la Commission d'aménagement du territoire, des équipements et des transports, vice-président du Conseil National des Communautés Portuaires et P.D.G. de sociétés (transit de fruits et légumes, chantiers navals Arno à Dieppe); Dupuydauby, représentant de la droite dure, qui avait déjà mené durant la cohabitation une attaque contre les personnels des ports et contre, bien entendu, les dockers s'en prenant au statut de ces derniers et à la Convention collective des travailleurs des ports autonomes. C'est à lui que le pouvoir "socialiste" qui s'est d'ailleurs inspiré très largement de son rapport (appelé rapport Dupuydauby) fait sous le règne du gouvernement Chirac a confié une nouvelle fois (l'année dernière) la présidence du Conseil National des Communautés

Portuaires dont le principal objectif est d'écartier l'Etat des ports afin de privatiser ceux-ci (Dupuydauby est aujourd'hui à Marseille).

- les représentants du gouvernement: Quilès et Le Drian qui ont été remplacés (leurs successeurs ne faisant que reprendre ce qu'ils avaient entrepris) déjà cités ainsi que Jean Beauflis, député de Dieppe (cette ville et sa bourgeoisie sont décidément à l'honneur!) et parlementaire choisi par Le Drian et son successeur Josselin pour "préparer le terrain" à l'Assemblée Nationale afin que celle-ci vote la loi qui amènera ou supprimera le fameux statut de 47 des dockers.

C'est malgré tout dans cette dernière catégorie que l'on retrouve les représentants officiels des bourgeois appartenant aux deux premières catégories: Quilès et Le Drian qui ont fait un plan, repris donc par leurs successeurs, comportant trois volets et dont le but est de soigner les apparences afin de mieux "faire avaler la pillule" aux travailleurs de ce secteur, c'est-à-dire pour licencier ceux qui doivent l'être dans la plus grande paix sociale possible.

Le premier des volets du plan porte sur l'amélioration des dessertes terrestres des ports français. Selon Quilès, "les dessertes terrestres" devront "permettre de de lier les principaux ports aux grands centres industriels et logistiques" et selon Le Drian "il faut en particulier développer les liaisons transversales, les rocadés qui évitent les pertes de temps dans l'acheminement, notamment entre Paris et les grandes villes."

Voilà ce qui prouve que les ports de petites et moyennes importances vont être dans leur majorité délaissés au profit des grands ports (les ports autonomes au nombre de 6: Bordeaux, St-Nazaire-Nantes, Le Havre, Rouen, Marseille et Dunkerque) qui seuls seront soit-disant compétitifs et qui pour l'être devront être, d'après les représentants de la bourgeoisie, obligatoirement privatisés (...).

Donc à long terme, les ports de petites capacités et la majorité de ceux ayant une capacité moyenne seront condamnés puisque le plan d'amélioration et de développement des dessertes terrestres ne les concerne absolument pas. Et c'est d'une certaine façon logique puisqu'il faudrait que l'Etat développe et donc paie de sa poche l'électrification d'un grand nombre de lignes secondaires allant de grands centres urbains à destination des ports concernés pour améliorer la vitesse et le nombre des trains donc les transports et conséquence de cela la compétitivité de ces mêmes ports, chose que l'Etat ne peut se permettre puisque comme cela a déjà été écrit il lui manque des crédits et qu'il veut se désengager financièrement au fur et à mesure.

Le troisième volet a comme impératif d'"améliorer la capacité financière des ports autonomes" (Le Drian 28/11/91). "Le gouvernement a donc décidé d'abaisser à 1 % par an les charges financières pesant sur ces dotations et ce pendant 5 ans à compter de 92. Cette réduction permet ainsi de dégager une capacité financière annuelle supplémentaire de l'ordre de 27 millions de francs dans l'immédiat et de 54 millions de francs à partir de 94 sur l'ensemble des six ports concernés". D'autre part, il a comme autre impératif d'alléger certaines procédures administratives et douanières afin de "faciliter les investissements privés" dans "le domaine public" sans le privatiser grâce à un projet de loi qui sera proposé au printemps 91 lors de la session parlementaire qui "permettra d'offrir des droits immobiliers réels aux investisseurs sur le domaine public, leur facilitant ainsi l'accès aux différentes modalités de financement et aux hypothèques". Encore une preuve de la volonté de la bourgeoisie de privatiser les ports autonomes.

Le second et principal volet porte quant à lui sur la "modernisation" de la manutention portuaire, laquelle a déjà été précédemment résumée du fait que ce sont les travailleurs liés à cette fonction du secteur portuaire qui ont été déclarés responsables de la perte de compétitivité des ports français face à la concurrence étrangère (du Benelux principalement) selon les dires (mensongers) de la bourgeoisie. Il est donc nécessaire de s'étendre sur ce volet comportant des répétitions du fait qu'une partie de celui-ci a déjà été dévoilée et parce qu'expliquant parfaitement le projet de privatisation des ports autonomes mis en place par le couple Quilès-Le Drian dans leur plan au service de la bourgeoisie.

Lors de la même et seule conférence de presse faite à ce sujet, Le Drian reprenant de façon plus développée les propos de son supérieur hiérarchique a dit: "la manutention est un élément important du coût du passage par port (voir plus haut) ...", ajoutant "les dockers sont aujourd'hui des travailleurs intermittents, qui se présentent à l'embauche pour chaque demi-journée, sans avoir évidemment l'assurance de travailler. Le taux de chômage (calculé par demi-journée) dépasse en moyenne 30 % sur l'ensemble des ports français et atteint dans certains ports 45 %" (...).

Le Drian a ensuite continué la conférence par ces phrases: "En 1947, ce système était un progrès social. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les dockers ont de fait été les seuls à bénéficier de l'écart des évolutions positives de ces

(Suite en page 7)

Les flammes de Los Angeles

(Suite de la page 1)

DE LA GUERRE CONTRE LA PAUVRETE A LA GUERRE CONTRE LES PAUVRES

La cause directe des émeutes du mois de mai a été l'acquittement de policiers qui avaient sauvagement tabassé un automobiliste noir: incident banal dans les villes américaines et à Los Angeles en particulier où la police est connue pour sa brutalité et son racisme, mais qui avait été filmé par un témoin. Malgré cette preuve irréfutable des brutalités policières, les flics ont été acquittés, avec des arguments que l'on entend souvent en France dans des affaires similaires: comportement "anormal" de la victime, légitime défense des policiers devant les "gestes" de rébellion, etc.

Mais un sociologue de Los Angeles a bien compris les motivations du jury blanc: les jurés estiment que se déroule une guerre contre le désordre, et dans une guerre des brutalités sont inévitables...

Si le caractère racial de l'incident initial est acquis, l'indignation devant l'acquittement a largement dépassé les limites de la communauté noire. Et les manifestants en colère, puis les pilards et les incendiaires étaient noirs, "latino-américains" et blancs. A la différence des émeutes de Los Angeles, en 1965, les troubles se sont cette fois étendus au-delà des quartiers noirs, à une grande partie de cette gigantesque métropole. Certains beaux quartiers, comme Hollywood, n'ont pas échappé aux incendies et aux destructions. Les manifestations, les émeutes et les pillages ont touché, quoique moins gravement, d'autres grandes villes des Etats-Unis: San Francisco, Las Vegas, Atlanta, Seattle, Birmingham, etc. A New-York, les manifestations de protestation contre le verdict de Los Angeles, bien qu'elles aient rassemblé un nombre limité de participants et n'aient connu que des incidents sans commune mesure avec ceux de Los Angeles (20 blessés, cependant), provoquèrent un vent de panique dans certains quartiers bourgeois du centre ville, où circulaient les rumeurs les plus extravagantes. Si les quartiers pauvres n'ont pas explosé et déferlé sur le centre, cette panique est cependant révélatrice du climat de tension sociale qui règne à New-York, et dans tout le pays. Le cri d'un jeune émeutier blanc de Seattle diffusé dans les reportages des télévisions américaines: "ce n'est pas les noirs contre les blancs. C'est les riches contre les pauvres et les pauvres c'est nous" (1) faisait écho au slogan le plus entendu lors des manifestations: "la justice, pas la paix!" et aux graffitis des émeutiers californiens "nous avons le droit de nous révolter", "Guerre du peuple".

Et qu'il s'agisse d'une véritable guerre sociale, la bourgeoisie l'a démontré par sa réaction: instauration de l'état de siège et du couvre-feu à Los Angeles, San Francisco (pour la première

fois depuis le grand tremblement de terre du début du siècle), appel à l'armée avec ses blindés encore revêtus des camouflages de la guerre du golfe. Avec plus de 50 morts, 2.000 blessés, des milliers d'arrestations, 10.000 bâtiments incendiés, ces émeutes sont les plus graves que les Etats-Unis aient connues depuis 75 ans.

La misère et la pauvreté sont la cause principale de ces émeutes, de ces pillages de magasins par des pères et mères de famille, des incendies de boutiques qui refusaient de baisser leurs prix ou qui faisaient montre d'une trop grande abondance, de la destruction des bâtiments luxueux. Les médias ont tenté de le cacher en parlant de "violence aveugle", de "rage autodestructrice", de gangs "vires de violence", etc. Bien évidemment tous ces traits se retrouvent inévitablement dans les grands soulèvements de masse, mais ils n'expliquent rien.

La situation dans les quartiers populaires est décrite comme pire que celle qui existait dans les années soixante: 15% des noirs étaient au chômage en 1965 contre 38% aujourd'hui (au niveau national). Le taux de mortalité infantile est de 0,82% chez les blancs de Los Angeles contre 2,14% chez les noirs. La situation des latino-américains est peut-être encore plus mauvaise, ce qui explique leur participation massive aux troubles et aux pillages. On dénombre en effet 28,1% de pauvres chez cette communauté très nombreuse à Los Angeles contre 24,7% chez les noirs. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans de précédents articles (2), les dernières années ont vu l'accroissement du fossé qui sépare les pauvres des riches, la polarisation accrue de la société américaine, le rétrécissement graduel de la "middle class" que les sociologues américains constatent avec effroi parce qu'ils le jugent comme une "menace pour la démocratie", c'est-à-dire pour la paix sociale et l'ordre établi.

Le taux de pauvreté est officiellement estimé à 14,7% en 1991, soit plus de 32 millions de personnes, dont plus de 60% sont des blancs. Des organisations non gouvernementales l'estiment à 25% de la population, soit presque 70 millions de personnes. Mais le plus important est moins le chiffre exact que la tendance qu'il révèle: **accroissement de la richesse à un pôle de la société, accroissement de la misère à l'autre.**

Si l'on examine les chiffres officiels du partage du revenu national rassemblés par la revue américaine "Challenge" (cf "Problèmes économiques" no 2271), on constate que les 20% les plus pauvres de la population (dit "premier quintile") possédaient en 1950 4,5% du revenu national, alors que les 20% les plus riches ("cinquième quintile"), 42,7%. L'évolution des parts respectives peut se lire dans le tableau suivant:

ANNEES	QUINTILES (en %)				
	1er	2e	3e	4e	5e
1950	4,5	12	17,4	23,4	42,7
1960	4,8	12,2	17,8	23,7	41,3
1965	5,2	12,2	17,8	23,9	40,9
1970	5,4	12,2	17,6	28,3	40,9
1975	5,4	11,8	17,6	24,1	41,1
1980	5,1	11,6	17,5	24,3	41,6
1985	4,6	10,7	16,9	24,2	43,5
1988	4,6	10,7	16,7	24	44

Distribution du revenu national par tranches de 20% de la population.

Si l'on examine maintenant l'évolution de la part du revenu national des 5% les plus riches de la population, on a: 1950: 17,3%; 1960: 15,9%; 1965: 15,5%; 1970: 15,5%; 1980: 15,3%; 1985: 16,7%; 1988: 17,2%.

Nous constatons tout de suite d'après ces chiffres une évolution en deux phases: la première, qui correspond à la phase d'expansion économique, voit les couches inférieures s'accroître leur "part du gâteau", lui-même en croissance. Bien entendu, cet accroissement est très faible et la société, comme toute société ca-

pitaliste, est fondamentalement inégalitaire; il reste que le "rêve américain" pour les pauvres repose sur une base mince, mais réelle.

Mais à partir de la crise économique de 1974-75, le mouvement s'inverse: la part du premier quintile qui s'était péniblement hissé à 5,4%, décline inexorablement, mais le déclin est encore plus prononcé pour les 2e et 3e quintiles, qui croyaient sans doute avoir accédé enfin à la fameuse "middle class". Au total la société est plus inégalitaire en 1988 qu'en 1965 et même qu'en 1950: la "grande Société", la démocratisation, le rêve du Pasteur King se sont révélés parfaitement **illusoire**s.

Une analyse détaillée montre l'évolution des revenus sur 10 ans, de 1977 à 1988, cette fois-ci par tranches de 10% de la population (déciles), en dollars constants: Premier décile (les 10% les plus pauvres): -14,8%; 2e: -8%; 3e: -5,9%; 4e: -6,6%; 5e: -4,4%; 6e: -5,4%; 7e: -4,3%; 8e: -1,8%.

Le 9e décile connaît une faible **croissance** de son revenu: 1%, alors que le dernier décile, les 10% les plus riches de la population ont connu une forte croissance de 16,5%; les 5% les plus riches: 23,4% et enfin le 1% le plus riche de la population, s'est encore fortement enrichi malgré les crises et les récessions: **+ 49,8%**!

80% de la population s'est donc appauvrie alors qu'une petite minorité s'est enrichie: la guerre contre la pauvreté s'est bel et bien transformée, sous la pression inexorable de la crise économique, en **guerre contre les pauvres**. La politique libérale dite "reaganienne" a consisté à augmenter l'exploitation, à transférer une part plus grande de richesse, de la poche des prolétaires à la poche des bourgeois. L'attaque la plus visible a porté sur ce qu'on appelle le "salaire indirect" - les prestations sociales, qui ont été drastiquement réduites. Mais ce renversement de tendance est antérieur à l'ère de Reagan. Les statistiques officielles indiquent qu'après avoir diminué jusqu'en 72, la pauvreté a stagné jusqu'en 1979, puis a nettement augmenté ensuite, épousant fidèlement la courbe des récessions économiques et du chômage (3). Le salaire moyen a connu son maximum historique en

1973; en dollars constants le salaire moyen hebdomadaire réel était cette année-là de 327,45 dollars. En 1990 il avait baissé à 274,76 dollars, soit une **chute de 19,1%**.

Cette baisse importante du salaire réel infligé à la classe ouvrière montre la force du capital américain et le désarroi d'un prolétariat anesthésié par une longue prospérité et qui n'arrive pas à dresser une défense efficace.

Mais il était et il est inévitable que cette dégradation continue de la situation du prolétariat potentiellement le plus puissant du monde, érode les piliers de la conservation sociale et ébranle à la longue la paix sociale.

Dans la mesure où le capitalisme américain se débat encore dans les difficultés économiques et les récessions, la réaction du gouvernement actuel est compréhensible: plus question de programmes sociaux, c'est au contraire l'assistance sociale des années soixante qui est rendue responsable des émeutes, parce qu'elle a habitué les pauvres à la paresse et à l'oisiveté!

Autant dire que l'heure n'est pas à un relâchement de l'offensive anti-prolétarienne, et que donc les émeutes de Los Angeles sont inévitablement destinées à se reproduire.

Flambées de la guerre entre les classes, elles annoncent le jour où le prolétariat américain, noir, blanc, latino ou asiatique, entrera pour de bon dans la bataille. Les révolutionnaires doivent y voir un signe d'avenir et un signe du besoin, qui deviendra de plus en plus grand, de travailler à constituer le parti de classe pour que le prolétariat trouve enfin la direction nécessaire à la bataille.

(1) D'après "Business Week" (18/5/92). Ce très bourgeois magazine écrivait aussi: "voir dans ces émeutes seulement une nouvelle manifestation des divisions raciales en Amérique, c'est ignorer une fracture potentiellement plus dangereuse: le fossé grandissant entre les possédants et les non-possédants".

(2) cf "Où va l'Amérique?", "Le Prolétaire" no 381.

(3) cf "Misère et faim aux USA", "Le Prolétaire" no 386.

La colère noire a fait trembler les piliers vermoulus de la "civilisation" bourgeoise et démocratique

Rudement, instruits par personne ni par leurs leaders, dans leur écrasante majorité, plus gandhistes que Gandhi; ni par le "communisme" à la façon de Moscou, qui, comme s'est pressé de le rappeler "l'Unita", repousse et condamne la violence -, mais éduqués par la dure leçon des faits de la vie sociale, les noirs de Californie ont crié au monde, sans en avoir la conscience théorique, sans avoir besoin de l'exprimer dans un langage bien élaboré, mais en le déclarant dans le vif de l'action, la simple et terrible vérité que l'égalité juridique et politique n'est rien tant que subsiste l'inégalité économique; et qu'il n'est possible d'en finir avec celle-ci non par des lois, des décrets, des prêches ou des homélies, mais seulement en renversant par la force les bases d'une société divisée en classes. C'est cette brusque déchirure du voile des fictions juridiques et des hypocrisies démocratiques, qui a déconcerté et ne pouvait que déconcerter les bourgeois; c'est elle qui a enthousiasmé et ne pouvait qu'enthousiasmer les marxistes; c'est elle qui doit faire réfléchir les prolétaires assoupis dans la ouate factice des métropoles d'un capitalisme né historiquement sous une peau blanche.

(...) Obscurément les noirs ont compris qu'il n'y a pas de problèmes dans l'histoire américaine, comme dans celle de tous les pays, qui n'ait pas été résolu par la force; qu'il n'y a pas de droit qui ne soit la résultante de heurt, parfois sanglant, toujours violent, entre les forces du passé et celles de l'avenir. Cent années d'attente pacifique de magnanimes concessions des blancs ne leur ont apporté que bien peu de choses, si l'on excepte le peu que l'occasionnelle explosion de colère a pu arracher à la main avare et couarde du patron. Et comment a répondu le gouverneur Brown, défenseur des droits que les blancs sentaient menacés par la "révolte", sinon par la démocratique violence des mitraillettes, des matraques, des blindés et de l'état de

siège?

Et qu'est-ce que cela, sinon l'expérience des classes opprimées sous tous les cieux, quelle que soit la couleur de la peau et quelle que soit l'origine "raciale"? Le noir, peu importe qu'il soit un prolétaire pur ou un sous-prolétaire, qui a crié à Los Angeles: "notre guerre est ici, pas au Vietnam" n'a pas exprimé une autre idée que celle des hommes qui se "lancèrent à l'assaut du ciel" lors de la Commune de Paris et de celle de Pétrograd, fossoyeurs des mythes de l'ordre, de l'intérêt national, des guerres civilisatrices, et annonceurs d'une civilisation enfin humaine.

(extrait de "IL PROGRAMMA COMUNISTA" 10/10/1965)

PROGRAMME COMMUNISTE revue théorique du P.C. International NO 92 - Novembre 1991

Prix de l'exemplaire: 25FF / 140FB / 10FS /
5000Li / 10 DM / 450pts / US\$4
Commandes à notre adresse

SOMMAIRE:

- La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre
- Le capitalisme soviétique en crise (I)
- Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants
- La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III)

Les émeutes aux Etats-Unis

11-17 août 1965: émeutes dans le quartier noir des Watts à Los Angeles; 34 morts 1032 blessés, 3775 arrestations après l'intervention de la Garde Nationale.
Janvier-mars 1966: 2 morts, 20 blessés, 19 bâtiments incendiés dans les Watts.
Été 1966: émeutes et manifestations dans 43 villes, avec un bilan total de 11 morts plus de 400 blessés, 3000 arrestations.
12-17 juillet 1967: émeutes de Newark dans le New Jersey. 26 morts, 1500 blessés, 300 incendies.
23-28 juillet 1967: émeutes de Détroit. 43 morts, 2000 blessés, 7000 arrestations. Les manifestations s'étendent à plusieurs autres villes.
4-11 avril 1968: après l'assassinat de Martin Luther King des émeutes éclatent dans 125 villes. 46 morts, 2600 blessés, 21000 arrestations.

Après une période de calme dans la décennie 70, des émeutes éclatent à plusieurs reprises à Miami:
18-20 mai 1980: 18 morts, 400 blessés, 1100 arrestations.
28-30 décembre 1982: 2 morts, 25 blessés, 38 arrestations.
16-18 janvier 1989: 6 blessés, 351 arrestations, 30 bâtiments incendiés après le meurtre d'un motard par des flics.

EN AVANT LES BARBARES !

(Suite de la page 1)

ère de "barbarie". "S. ou B." a disparu depuis longtemps et son théoricien Chaulieu, alias Cardan, après avoir annoncé au début des années soixante que le capitalisme avait surmonté ses crises, que le prolétariat était désormais intégré à la société bourgeoise et que seuls les intellectuels pouvaient combattre le capitalisme, a fini par se mettre ouvertement au service de la bourgeoisie : sous son vrai nom de Castoriadis, l'enrichisseur du marxisme, ayant jeté son masque, a commencé une nouvelle croisade "anti-totalitaire", en dénonçant, aux côtés de Marie-France Garaud, le péril moscovite.

Mais si "S. ou B." est tombé dans la poubelle de l'histoire, les idées fausses qu'il a incarnées continuent à fleurir: ici ou là, parmi les groupes qui se proclament révolutionnaires, on se proclame hautement enrichisseur du marxisme, et on cherche à stimuler les prolétaires en leur décrivant la menace d'une chute prochaine dans la barbarie, tant il est vrai qu'à l'invariance du marxisme, fait écho l'invariance de l'opportunisme...

Contre les pseudo-marxistes de 1951 et ceux de 1992, notre texte rappelle que la véritable alternative n'est pas **socialisme ou barbarie**, mais **socialisme ou capitalisme, communisme ou civilisation**.

Il existe deux grandes conceptions opposées de l'histoire; la première est ancienne, très répandue, et difficile à éliminer: pour elle le "facteur déterminant" de l'histoire réside dans la soif de domination, dans la volupté du pouvoir, dans l'initiative, la volonté, l'élan de héros, de chefs, de groupes, qui se lancent dans la bataille pour pouvoir porter à leurs lèvres avides la coupe qui apaisera cette soif ardente de domination. Et c'est de ces heurts et de ces guerres que dépendent les destinées de l'humanité.

La deuxième conception, c'est la notre, c'est celle des marxistes. Choisissons-en chez Engels une des formulations les plus denses et les plus claires: "Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la **production et la reproduction de la vie immédiate**".

C'est ainsi qu'Engels introduit en 1884 ce splendide texte "L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat". De la première à la dernière phrase de cette oeuvre, comme de la première à la dernière phrase de la doctrine révolutionnaire du prolétariat formulée par Marx, court en une ligne ininterrompue la thèse suivante: famille, propriété, pouvoir, ne sont pas des institutions nées avec l'espèce humaine et dont celle-ci a besoin pour vivre. Lorsque ces trois institutions firent leur apparition, les hommes vivaient depuis longtemps en société. En démontrant cela de façon scientifique, nous démontrons aussi qu'un jour ces trois institutions disparaîtront. Et nous n'écrivons pas dans notre programme la modification, la réforme ou la transformation mais la **destruction** de ces trois bases de la **civilisation: famille, propriété et Etat**.

De la famille, du problème du sexe, nous nous en occupons à part en son temps; sur ce terrain aussi disparaît pour nous l'explication individualiste, l'aspiration au plaisir du moi, avec toutes ses constructions et corruptions anormales, et apparaît une explication non plus volontariste, mais déterministe et sociale.

Il suffit pour le moment de citer les phrases qui expliquent dans ce passage ce que sont "la production et la reproduction de la vie immédiate". Voici: "Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent; d'autre part, la **production des hommes eux-mêmes**, la propagation de l'espèce".

Comme Pie XII, à la différence du bourgeois existentialiste toujours à la recherche de nouvelles excitations de son épiderme de prochaine charogne, nous voyons dans l'amour un moyen pour produire des hommes; mais comme nous ne sommes pas guidés par des préjugés mystiques ou éthiques, nous comprenons que de la même façon que l'enfant joue de façon à pouvoir courir un jour derrière les bêtes de la forêt... ou derrière le trolleybus de la jungle urbaine, de la même façon que le moteur de l'automobile se "rode" au banc avant de fournir utilement son énergie sur les routes, de la même façon la fonction sexuelle a un champ d'activité plus étendu que le moment de rencontre utile des deux cellules germinatives.

Les institutions relatives à la reproduction précèdent celles relatives à la production d'objets manufacturés, mais toujours: "les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production: par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille".

Au stade sauvage et de la barbarie, l'espèce humaine vivait du produit de la nature sans beaucoup d'efforts et de travail; et ce

stade les éléments déterminants qui prédominent sont les systèmes de parenté et de famille; au stade ultérieur, celui de la "civilisation", où se sont fortement accrues le nombre des hommes et les capacités à produire des subsistances, ce sont les systèmes de production qui ont une importance prédominante. Les formes sociales et les formes familiales sont transitoires; elles disparaissent après avoir opposé une longue résistance due à leur puissante inertie. Engels puise dans les recherches de Morgan, avec l'aide de notes de Marx sur son oeuvre, "La Société Antique" (1877); Morgan avait trouvé dans les "systèmes de parenté" de tous les peuples les traces de types de famille disparus; et bien qu'il ne se basait pas sur un système matérialiste affirmé, il avait observé qu'alors que la réalité du fait sexuel et reproductif (famille) se modifiait, les appellations de systèmes de parenté disparus subsistaient encore, avec même leurs conséquences sociales et juridiques: ces systèmes, disait-il, sont **passifs**. Et c'est là que Marx note en marge: "la même chose vaut pour les systèmes politiques, juridiques, religieux, philosophiques en général".

C'est précisément quand nous connaissons le caractère caduc et passif de tous ces systèmes que nous pouvons aller au-delà de la bourgeoisie et réactionnaire philosophie du "Candide" de Voltaire. Comme elle naît et meurt vénale, la bourgeoisie ne pouvait que naître et mourir sceptique. Pour elle le dialogue philistin ci-dessous est irréfutable:

"Candide: croyez-vous que les hommes se sont toujours massacrés les uns les autres, comme ils le font de nos jours? Qu'il y a toujours eu des menteurs, des filous, des perfides, des ingrats, etc., etc.? - Martin: croyez-vous que les éperviers ont toujours mangé les pigeons quand ils ont pu les attraper? - Candide: sans doute. - Martin: et alors, si les éperviers ont toujours eu la même nature, pourquoi voudriez-vous que celle des hommes ait changé?"

Candide dépose les armes, en bredouillant que pourtant la différence réside dans le **libre arbitre**... Nous, nous ne croyons pas au libre-arbitre comme Candide, mais nous savons comme Engels qui a mis "en branle les instincts et les passions les plus ignobles de l'homme", inconnus à l'époque barbare: la "civilisation", dont la forme la plus élevée est celle que vous annonciez, Monsieur Arrouet de Voltaire.

Et c'est précisément parce que nous sommes partisans de cette deuxième conception qui envoie à la ferraille le génie du mal et le génie du bien ainsi que la "nature" bestiale de l'être humain, que nous avons pu dire en 1914 qu'il était idiot de chercher à déterminer quel était l'agresseur parmi les despotes couronnés de Pétrograd, Berlin ou Vienne; et en 1939 que l'identification cynique et unanime du criminel de guerre avec les chefs d'Etat de Berlin, Rome et Tokyo, était tout aussi idiote.

Aujourd'hui seule une petite minorité est encore capable de comprendre suivant la même ligne cohérente l'inanité des accusations que se lancent dans les réunions de l'ONU les Acheson et les Vichinsky, avec un hommage ostentatoire à la même doctrine passéiste de l'histoire. Tous les deux attribuent la cause de l'éclatement d'une nouvelle et terrible guerre (entre ceux qui hier étaient frères pour punir les agresseurs et juger les criminels) au désir du groupe dirigeant opposé d'avoir plus de pouvoir, plus de territoire, plus de contrôle des masses humaines.

Ils déclarent tous les deux qu'un cataclysme historique universel peut naître de cette envie sadique de pouvoir chez une hiérarchie restreinte de chefs, sans qu'interviennent d'autres causes: tous les deux disent en effet que la paix est leur objectif, et qu'elle est possible, à condition que le groupe adverse puisse être "désintoxiqué".

Or, si parmi nos rares groupes marxistes réellement indépendants de l'un ou l'autre des "super-grands", il est clair que le marxisme disparaît quand on utilise l'autre vision opposée de l'histoire - s'il est clair qu'à l'inverse le "facteur déterminant" doit se trouver dans la sphère économique et dans la lutte des classes sociales -, si donc ceci est évident, comment est-il possible que dans ces groupes à la fois anti-staliniens et "anti-trumaniens", certains attribuent la guerre et l'oppression à la mauvaise volonté préméditée des hommes? C'est en effet ce à quoi ils ne peuvent qu'aboutir quand, pour "expliquer la Russie d'aujourd'hui", ils cherchent une **troisième classe** dans une hiérarchie d'Etat qui, en savourant toujours plus à fond les voluptés du pouvoir récemment conquis, a barré notre route (celle du petit livre d'Engels) de l'état sauvage à la société communiste, avec un obstacle aussi gigantesque qu'inattendu.

- Mais vous ne prétendez tout de même pas qu'un petit livre insignifiant puisse renfermer toute l'évolution historique?!

Un moment! Moins que personne, nous, modestes divulgateurs de vieux thèmes de propagande, qui n'ayant jamais été soudoyés devons vivre du travail quotidien, et qui ne disposons pas non plus d'une encyclopédie

(peut-être par haine pour Voltaire), nous ne pouvons repousser la possibilité que surgisse un contradictoire bien ferré, informé, qui ait pu élaborer d'immenses matériaux puisés à tout l'horizon. Morgan lui-même, sur lequel Engels s'arrêta, a lutté pendant quarante ans pour étudier le problème et obtenir un peu d'appui du gouvernement fédéral américain, puis, comme il n'était pas en odeur de sainteté (damne-t-on encore les savants **ingénus**?), il fut jeté aux oubliettes. Nous sommes donc toujours prêts à peser notre ignorance de dilettantes.

Nous n'avançons qu'une prétention. De toutes parts on prétend parler au nom de Marx; on ne le considère donc pas "dépassé", même si près de quatre-vingt ans nous séparons de son oeuvre. Béria, qui remplaçait Staline lors de la commémoration d'Octobre, a terminé par un hymne aux grands enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Les feuilles d'Acheson diffusent pour la propagande américaine le texte de sir David Kelly, ex-ambassadeur des travaillistes à Moscou, dont le titre est: "Karl Marx frappé par la tyrannie de Staline".

Nous nous attarderons donc à apprendre d'un contradictoire quand il s'en trouvera un qui ait le cran d'inscrire en tête de son traité, ce simple et bref épigraphe: comme était bête ce Marx!

Car c'est alors seulement que ce contradictoire aura le droit de nous expliquer qu'à cause de tels et tels résultats indiscutables d'une recherche positive, il découle que la vision de l'histoire dont nous sommes les catéchumènes, est désormais fausse.

Tous les autres sont trop préoccupés de passer pour des marxistes pour n'être pas à nos yeux, aussi bêtes que répugnants.

HIER

Continuons avec un passage d'Engels, pour montrer que tout s'effondre si nous donnons crédit à la bourde des individus énergiques, audacieux et pressés de régner, et des **cliques** bureaucratiques qui ont installé leur souverain **ronde-cuir** au sommet des grands volcans de l'histoire pour qu'il en éteigne les éruptions par la puissance du **flatus a tergo**.

Nous laissons maintenant, comme nous l'avons dit, le problème du sexe et des formes primitives de la famille. Il nous intéresse seulement de citer un passage, d'importance fondamentale parce qu'il vaut pour tous les problèmes relatifs à la société future, depuis que notre école a renversé l'école utopiste. La monogamie n'est pas un état "naturel", étant donné qu'elle n'a pas toujours existé; il est démontré que les divers peuples ont connu des stades non seulement de polygamie et de polyandrie, mais aussi de mariage de groupe. Au sein de la tribu primitive, il y a plusieurs "gens"; les membres d'une même **gens** ne peuvent se marier entre eux: les mâles d'une gens sont les "poly-maris" d'un groupe de "poly-épouses" de l'autre gens. Nous avons forgé ces deux termes pour faire comprendre le concept de **mariage de groupe**, qui précède la monogamie et qui est bien différent de la promiscuité sexuelle indifférenciée ou des fables sur l'**amour libre**: il est aussi stupide de sourire que de se scandaliser. Quoi qu'il en soit, la forme actuelle de la famille est récente et contingente. Et donc elle laissera à son tour la place à des formes nouvelles. Lesquelles? Voilà le cri du coeur du petit-bourgeois. Ici Engels conclut: "ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'imminent coup de balai à la production capitaliste est surtout de **caractère négatif** (100 fois nous avons écrit cette thèse, certains de la copier, mais sans pouvoir nous rappeler de quel endroit-NDA), et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais quels éléments nouveaux viendront s'y agréger? Cela se décidera quand aura grandi une génération nouvelle."

Laissons donc Vichinsky et Acheson, dignes compères, se reprocher réciproquement des atteintes à la sainteté de la famille, comme au caractère sacré de la personne humaine et en général à la sauvegarde de la "civilisation" commune actuelle. Ce ne sont pas les destructeurs, mais les défenseurs des institutions actuelles de la personnalité, de la famille et de la civilisation, qui finiront collés au mur.

Sautons au passage de la barbarie à la civilisation. La clé des transformations réside dans les formes successives de la division du travail. Jusqu'à la fin du premier stade de la barbarie, il n'existe que la division **naturelle** du travail, celle entre les sexes. Il en découle la société des **gens**, communauté limitée d'hommes. Engels écrit un véritable hymne à ce système barbare. Cette organisation simple résout tous les problèmes internes sans conflit. A l'extérieur, oui, c'est la guerre qui résout les problèmes: nous ne sommes pas dans une Arcadie... ou dans un monde où l'Organisation des Nations Unies fonctionnerait comme il suffit aux Nenni: **selon les principes de sa charte constitutive** (espèce d'Acheson!). Nettoyez-vous les oreilles de la voix de Nenni, nous passons à celle d'Engels: la guerre "peut se terminer par l'anéantissement de la tribu, mais jamais par son asservissement. La grandeur, mais aussi l'étroitesse (réfléchir-NDA) de l'organisation gentile, c'est qu'elle n'a point de place pour la domination et la servitude!"

La division naturelle entre les sexes cède la place à une division due aux progrès de la technique. **Première** grande division sociale du travail: les éleveurs de bétail domestiqué se séparent des simples chasseurs et pêcheurs: les premiers produisent déjà plus qu'ils ne consomment, ils apprennent de nouvelles consommations (lait, peaux, filés, tissus...). La propriété privée est née: moi, pauvre animal humain, je ne pouvais que philosopher: Dieu l'a créé. Et je ne peux aujourd'hui que philosopher: le Diable nous l'a apporté.

La **deuxième** grande division sociale du travail se produit avec la différenciation de l'artisanat et de l'agriculture. La production esclavagiste est intégrée au système social. Nouvelle division en classes de la société: entre riches et pauvres: "**Nous sommes maintenant arrivés au seuil de la civilisation**"; et nous sommes aussi arrivés au seuil de la bureaucratie: racontez-le nous, Frédéric, et que votre ombre nous pardonne les points de suspension. "Partout la confédération des tribus apparentées devient nécessaire; bientôt aussi leur fusion et, du même coup, la fusion des territoires de tribus séparés en un territoire collectif du peuple. Le chef militaire du peuple - rex, basileus, thiudans - devient un fonctionnaire indispensable, permanent. L'assemblée du peuple surgit...La guerre autrefois pratiquée pour se venger d'usurpations ou pour étendre un territoire devenu insuffisant, est maintenant pratiquée en vue du seul pillage et devient une branche permanente d'industrie. Ce n'est pas sans motif que les murailles menaçantes se dressent autour des nouvelles villes fortifiées; dans leurs fossés s'ouvre la tombe béante de l'organisation gentile et leurs tours s'élèvent déjà dans la **civilisation**...Les guerres de rapine accroissent le pouvoir du chef militaire suprême comme celui des chefs subalternes (et dire qu'Eisenhower et Rokossovsky étaient en **mente dei**, et avec eux Franco et Péron, De Gaulle et Tito...-NDA); le choix habituel de leurs successeurs dans les mêmes familles devient peu à peu... une hérédité d'abord tolérée, puis revendiquée et finalement usurpée; le fondement de la royauté héréditaire et de la noblesse héréditaire est établi."

La civilisation est alors en fleur et avec le Moyen Age une **troisième** division sociale du travail nous apporte les **marchands**, classe qui ne s'occupe pas de la production mais de l'échange des produits. Nous sommes au stade monétaire; il encourage la formation des richesses et des possessions les plus grandes; il accentue la division en classes; ici surgit l'Etat (ce qui démontre que, comme la famille et la propriété, il n'existe pas de toute éternité). Engels nous montre comme arrive cette naissance à Athènes, à Rome, chez les Germains. Et c'est là que se trouvent les passages fondamentaux cités par Lénine dans "L'Etat et la révolution".

Premier point, que nous avons tant de fois souligné: unité de territoire. Deuxième point: institution d'une **force publique**. "Elle peut être très insignifiante, quasi inexistante dans des sociétés où les antagonismes de classe ne sont pas encore développés et dans des régions écartées, comme c'est le cas à certaines époques et en certains lieux des Etats-Unis d'Amérique (1884-NDA). Mais elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accroissent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés; - considérons plutôt notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à un tel point la force publique qu'elle **menace de dévorer la société tout entière, et même l'Etat**." Aujourd'hui, en 1950, il est clair qu'avec la marine, l'aviation, la radio modernes, tous les grands Etats sont "limitrophes". Mais seuls les aveugles ne peuvent pas voir que la police et la bureaucratie devaient selon notre vision marxiste traditionnelle, aller vers leur inexorable inflation.

Engels parle ensuite des **impôts**. Et il dit: "disposant de la force publique (facteur politique-NDA) et du droit de faire rentrer les impôts (facteur économique!-NDA) les fonctionnaires apparaissent maintenant (le coq n'avait pas encore chanté l'aube du premier janvier 1901-NDA), comme organes de la société, **au-dessus** de la société... Il faut assurer leur autorité par des lois d'exception, grâce auxquelles ils jouissent d'une sainteté et d'une inviolabilité particulières."

Rions, rions, peut-être à la Vichinsky (mais pas aussi jaune); les Chaulieu et compagnie ont découvert, au milieu du siècle, la toute-puissance de la bureaucratie stalinienne!

Après avoir établi sur des bases de granit la doctrine de la mort de l'Etat, déduite de l'histoire de sa naissance, Engels conclut sur la civilisation: "d'après ce que nous avons exposé précédemment, la civilisation est donc le stade de développement de la société où la division du travail, l'échange qui en résulte entre les individus et la production marchande qui englobe ces deux faits, parviennent à leur plein développement et bouleversent toute la société antérieure." Et un peu plus loin: "l'abrégé de la société civilisée est l'Etat qui, dans toutes les périodes typiques, est exclusivement l'Etat de la classe dominante et qui reste essentiellement, dans tous les cas, une machine destinée à maintenir dans la sujétion la classe dominée, exploitée."

(Suite en page 6)

EN AVANT LES BARBARES !

(Suite de la page 5)

Cette civilisation dont nous avons montré l'avènement doit connaître son apocalypse avant nous. Socialisme et communisme sont différents et postérieurs à la civilisation, de même que la civilisation fut différente et postérieure à la barbarie. Ils ne sont pas une nouvelle forme de la civilisation. **"Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente."**

Si donc Truman, Staline et Churchill peuvent se tenir sous un même parapluie anti-barbares, et si Chaulieu et autres épaves veulent y trouver une place, nous, avec Marx, Engels et Lénine, nous restons en dehors.

Il peut être troublant que le communisme n'ait pu encore surgir de la chute de la civilisation; mais il est ridicule de vouloir troubler la satisfaction capitaliste par la menace d'alternatives barbares.

Revenons un peu en arrière pour dédier aux barbares une page encore plus admirative. Il s'agit de la naissance du grand Etat germain des Francs, de l'empire de Charlemagne sur les ruines de l'empire de Rome. Ce furent les jeunes forces barbares qui détruisirent le **bureaucratie** pourrie. "L'Etat romain était devenu une machine gigantesque compliquée, exclusivement destinée à pressurer les sujets... L'oppression était poussée jusqu'à l'intolérable par les exactions des gouverneurs, des collecteurs d'impôts, des soldats... L'Etat romain... fondait son droit à l'existence sur le maintien de l'ordre à l'intérieur, et sur la protection contre les Barbares à l'extérieur. Mais son ordre était pire que le pire des désordres, et les Barbares, contre lesquels il prétendait protéger les citoyens, étaient attendus par ceux-ci comme des sauveurs." Avec les victorieuses invasions barbares, il semble que l'histoire se soit arrêtée pour quatre siècles, tandis que l'Europe, arrachée à Rome, s'ordonnait selon les formes de la constitution germanique des **gens**. Mais ce n'est pas vrai. Le jeune

sang barbare assimila tout ce qu'il y avait de vital et de sain dans la tradition classique. Comme toujours, tout ce que le vaincu avait élaboré de technique, de savoir, de progrès effectif, ne disparut pas, mais conquit le vainqueur. Nous avons tant de fois cité l'exemple des victorieuses invasions barbares, comme celui des victorieuses coalitions anti-jacobines et anti-napoléoniennes contre la déviation **défensiste**. Voici le passage qu'il nous faut: "les classes sociales du IXe siècle s'étaient constituées non dans l'enlèvement d'une civilisation en **décadence**, mais dans les **douleurs de l'enfantement** d'une civilisation nouvelle. La nouvelle génération, les maîtres comme les serviteurs, était une génération d'hommes, comparée à ses prédécesseurs romains."

"Mais quel était donc le mystérieux sortilège grâce auquel les Germains insufflèrent à l'Europe agonisante une nouvelle force vitale? Serait-ce une vertu miraculeuse, inhérente à la peuplade germanique, comme nous le content nos historiens chauvins? Point du tout... Ce ne sont pas leurs qualités nationales spécifiques qui ont rajeuni l'Europe, mais simplement **leur barbarie**, leur organisation gentile."

"Tout ce que les Germains inoculèrent au monde romain de force vitale et de ferment vivifiant était **barbarie**. En fait seuls des **barbares** sont capables de rajeunir un monde qui souffre de civilisation agonisante."

AUJOURD'HUI

Erreur, erreur donc ultra-banale et indigne du marxisme que de tenter d'expliquer l'arrêt de l'antagonisme de classe et de la révolution anti-capitaliste par la volonté malveillante de cliques policières.

Erreur énorme que placer après le stade de la civilisation capitaliste, que nous proclamons le dernier et le pire de la civilisation, une nouvelle et imprévue civilisation de classe. Non-sens que **chercher** une troisième classe pour établir que l'Etat est celui de cette classe dominante, différente de la

bourgeoisie, et qui ne serait rien d'autre que le **personnel de l'Etat**: personnel qui n'est pas un nouveau... personnage, parce que nous l'avons toujours vu et analysé dans tous les duels de classes et toutes les formes subséquentes d'Etat.

Erreur, comme nous voyons et comme nous verrons encore, que la suite historique: capitalisme privé, capitalisme d'Etat, socialisme. Si ce troisième devait tenir la scène, comme dans les **pochades** et les **vaudevilles**, on ne pourrait échapper à la conclusion du Bulletin de la gauche française: non ostracisme et scandale, mais alliance et appui à la figure n°deux, pour que le capitalisme d'Etat d'Hitler ou de Staline en vienne le plus rapidement possible à rester seul face à nous.

Dans l'immédiat après-guerre et dès la première apparition du fascisme en Italie, en 1919, nous avons résolu le problème historico-stratégique: pas de bloc démocratico-libéral contre le fascisme - mais également pas de bloc avec le fascisme contre la bourgeoisie libérale. Nous l'avons dit tout de suite: parce qu'il ne s'agit pas de deux sociétés de classe différentes, mais de **la même**.

Le fait d'avoir expérimenté la stratégie bloccarde, et dans ses deux possibilités, suffit à expliquer la défaite de **notre** révolution.

La conception la plus absurde est celle qui veut placer devant le monde infâme, mais à très haut potentiel (et aussi devant la majorité des prolétaires qui lui est assujettie à cause des grandes erreurs historiques), une alternative consistant dans le phantasme de la barbarie. Vous n'aurez pas la révolution créatrice d'un monde nouveau, vous l'étrangleriez peut-être, mais vous aurez quand même la crise et l'effondrement de la société actuelle: vous réussirez à ne pas passer au socialisme, mais retombez-vous de la civilisation dans la barbarie? La menace, de type purement intellectuel, n'épouvantera aucun bourgeois et ne poussera à la lutte aucun prolétaire. Aucune société n'entre en décadence en raison de ses lois internes, de ses nécessités internes, si ces lois et ces

nécessités ne conduisent pas à **faire se lever une multitude d'hommes organisée les armes à la main**-c'est ce que nous savons et que nous attendons. Aucune "civilisation de classes", si misérable et pourrie soit-elle, ne connaît de mort sans traumatismes.

Quant à la barbarie, qui succéderait à la mort du capitalisme par dissolution spontanée, si sa disparition fut considérée par nous comme une nécessité du développement ultérieur, qui inévitablement devait passer par les erreurs de la civilisation, ses caractéristiques en tant que forme d'existence humaine, n'ont rien d'horrible qui en ferait craindre l'impossible retour.

Comme c'est arrivé à Rome, pour que ne disparaisse pas tant et tant d'apports à l'organisation des hommes et des choses, avec les hordes sauvages porteuses inconscientes d'une lointaine mais plus grande révolution, nous voudrions qu'aux portes de ce monde bourgeois de profiteurs, d'opresseurs et d'exterminateurs, surgisse une puissante vague barbare, capable de le renverser.

Mais à l'intérieur de ce monde, s'il y a des frontières des murs et des rideaux, si l'on s'oppose et se combat, tous se retrouvent sous la tradition d'une même civilisation.

Quand le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière pourra retrouver ses forces, ses armes et son orientation, et quand pourront surgir des formations qui ne seront pas aux ordres de la civilisation d'Acheson ou de Maliko, ce seront alors des forces **barbares**, qui ne dédaigneront pas le fruit mûr de la puissance industrielle moderne, mais qui l'arracheront aux griffes des exploitateurs et briseront leurs dents féroces, qui mordent encore.

Que vienne donc, pour le **socialisme**, une nouvelle et féconde **barbarie**, comme celle qui descendit par les Alpes et renoua l'Europe, ne détruisit pas mais exalta l'apport de siècles de savoir et d'art emprisonné au sein du formidable empire!

("Battaglia comunista" n°22, 18-27/11/1951)

L'impérialisme français, gendarme de l'Afrique

(Suite de la page 1)

Nous rappelons cette évidence pour faire comprendre que l'anti-impérialisme doit faire partie intégrante de la propagande et de l'action des révolutionnaires et des prolétaires conscients, et que cet anti-impérialisme ne peut avoir de sens - sans parler d'efficacité - que s'il fait partie intégrante de la lutte de classe, s'il se situe sur des positions de classe, si son objectif est la reconstitution de l'unité internationale du prolétariat. S'opposer à toute prise de position et toute action anti-impérialiste (ou défaitisme révolutionnaire) sous prétexte que cela reviendrait à favoriser un impérialisme rival ou des forces bourgeoises nationalistes est l'argument classique de "l'opportunisme" du "social-impérialisme", ce courant politique tant de fois fustigé par Lénine et l'Internationale Communiste, qui exprime la domination politique de la bourgeoisie sur les couches de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Ces secteurs, qui n'aspirent qu'à une refonte du système capitaliste, montrent leur attachement à l'ordre bourgeois par leur sentiment d'appartenir à une communauté nationale "au dessus des classes" qui se traduit concrètement par tous les préjugés nationalistes, chauvins, racistes, si répandus quand la classe ouvrière est encore paralysée par les mille liens de la collaboration de classe.

Le PCF est l'expression la plus "pure" de ce social-impérialisme, mais il est facile d'en trouver l'écho parmi l'extrême-gauche centriste à la remorque des partis réformistes, ainsi que dans l'indifférentisme d'une pseudo "ultra-gauche" (CCI, GCI et Cie), fausse gauche qui n'est "ultra" que dans la confusion.

FASTES DE L'IMPERIALISME TRICOLE

C'est donc au moment où "on" s'est habitué que le capitalisme français multiplie comme jamais ses expéditions militaires, défend bec et ongles ses chasses gardées, part en chasse sur celles des voisins, tente de remettre les pieds dans les régions où il avait été autrefois honteusement chassé; la banque Indosuez, l'ancienne banque coloniale de l'Indochine, vient d'être la première banque étrangère autorisée à ouvrir ses portes au Viet-Nam, symbole de la poussée française dans ses anciens territoires indo-chinois, à laquelle nous consacrons un autre article.

En Afrique les capitalistes français poussent

leurs pions dans les anciennes colonies portugaises (surtout en Angola riche en pétrole) et les anciennes colonies belges: la presse belge s'est par exemple émue de ce qu'au Rwanda, où la France maintient un contingent, le véritable chef d'état-major d'une armée confrontée à la rébellion est maintenant un militaire français. En Afrique australe la France tente de rattraper son retard (y compris en négociant de futurs contrats de vente d'armes avec l'ANC) mais avec un succès mitigé: l'Afrique du Sud a fait capoter l'installation d'une usine Citroën en Namibie, nouvellement indépendante ...

En ce qui concerne le traditionnel "pré carré" de la domination française en Afrique, nous avons déjà eu l'occasion d'analyser les "démocratisations" avec lesquelles les bourgeoisies française et locale ont tenté -et au moins momentanément et partiellement réussi - de retarder l'éclatement de toutes les contradictions sociales.

Rien ne prouve mieux le caractère conservateur et répressif de ces "démocratisations" que le fait que Paris, contrairement aux illusions des démocrates locaux, a mis tout son poids dans la balance pour maintenir au pouvoir les dirigeants traditionnels: Bongo (Gabon), Houphouët Boigny (Côte-d'Ivoire), Ratsiraka (Madagascar), Eyadéma (Togo) et même Mobutu au Zaïre, en préconisant des formules d'union nationale entre gouvernement et opposition (les fameuses "conférences nationales"). La situation reste cependant souvent tendue, imprévisible et même risquée pour l'impérialisme français. Au Congo, le nouveau premier ministre Milongo, qui a fait carrière dans une institution internationale à Washington, a provoqué la fureur de Paris en menaçant de soumettre la société Elf à un "audit" financier et en discutant avec des sociétés pétrolières américaines. Il a fallu de puissantes pressions économiques, l'agitation des militaires, pour l'amener à plus de considération envers les intérêts français ... Il semble que le problème soit plus ou moins réglé car des crédits viennent d'être accordés au Congo avec comme condition le contrôle plus strict de leur usage par Paris.

Au Tchad, les agents français de la DGSE qui conseillent selon "Libération" le chef militaire Idriss Déby qui a chassé Hissène Habré, ont mis au point le scénario de la "démocratisation"; mais cette démocratisation ne s'est pour l'instant soldée que par des dizaines de morts. Fin fé-

vrier, Paris envoyait 120 paras en renfort du militaire de soldats présents au Tchad pour parer à toute éventualité. Début mars, environ 150 personnes, selon la Ligue tchadienne des Droits de l'Homme, étaient massacrés après une attaque (ou pseudo-attaque) contre un commissariat de N'Djaména. La Ligue, dont le vice-président a été assassiné, a cependant continué à dénoncer le massacre par dizaines d'opposants, alors que les officiels français déclaraient que Deby "restait sincèrement attaché à la démocratisation du Tchad" ("Libération", 29-4-92). Les divergences pourraient cependant s'accroître avec les autorités tchadiennes après l'expulsion de coopérateurs français (dont le responsable des douanes, poste stratégique s'il en est) et la réduction du dispositif militaire français à 800 soldats et le repli

A Djibouti, minuscule Etat sur la Mer Rouge, dont l'existence ne tient qu'à la présence d'une grande base militaire française, les troubles dans l'Ethiopie et la Somalie voisines n'ont pas manqué d'avoir des conséquences sur la stabilité d'un pays artificiellement créé par le colonialisme. Les Afars supportent de plus en plus mal les discriminations dont ils sont l'objet de la part des Issas qui dirigent l'Etat. Cela explique le succès du Front de guérillas afars qui s'est rapidement rendu maître du Nord du pays. Dans la ville de Djibouti la répression contre les Afars a fait une quarantaine de morts fin décembre. Le gouvernement, pour qui la guérilla n'est qu'une invasion d'Afars venus d'Ethiopie, a demandé l'intervention de l'armée française, puis a menacé de rompre avec la France devant le refus de celle-ci de combattre la guérilla et devant son action de médiateur avec les Afars.

Le chef des opposants, connu pour être l'homme de la France, a même été emprisonné quelque temps. Les opposants redoutent que le gouvernement ne fasse appel à des combattants Issas de Somalie et d'Ethiopie et ils reprochent à l'impérialisme français de "vouloir replâtrer un régime ethnique et dictatorial" par une prétendue démocratisation. Mais Paris a menacé: "Les manoeuvres (de ceux qui s'opposent à ce processus) ne seront pas acceptées par la population de Djibouti et par la France" (AFP, 5-4-92); et qui, mieux que les bourgeois français sait deviner les aspirations de la population locale?

Ces exemples (auxquels on pourrait ajouter le soutien aux rebelles de Charles Taylor au Libéria) démontrent la réalité brutale du talon de fer que l'impérialisme français ne recule jamais à imposer pour sauvegarder ses intérêts. Cette oppression impérialiste est l'hidreuse mais inévitable face ca-

chée de cette démocratie bourgeoise que les réformistes de toute espèce présentent à la classe ouvrière d'ici comme le bien le plus précieux et une "conquête" à défendre.

De même que la démocratie athénienne n'était possible que grâce à l'esclavage de la majorité écrasante de la population, de même la démocratie impérialiste moderne avec toutes ses "garanties" et ses amortisseurs sociaux, n'est possible que parce que la majorité de l'humanité est soumise à l'exploitation et à l'oppression les plus bestiales.

Mais à l'inverse des anciens esclaves, les prolétaires modernes ont eux la possibilité de mettre définitivement fin à l'exploitation et à l'oppression démocratique par le retour à la lutte de classe ouverte et en tendant une main fraternelle à leurs frères de classe de tous les pays, contre le capitalisme mondial.

ESTIMATION DES FORCES FRANCAISES OUTRE-MER (Terre, mer, air, gendarmerie)

1. Forcés de souveraineté DOM-TOM

Antilles-Guyanne	8 000
Océan indien	3 400
Nouvelle-Calédonie	3 800
Polynésie française	4 000
Saint-Pierre et Miquelon	32

2. Forces de présence

Côte-d'Ivoire	500
Djibouti	4 000
Gabon	550
Sénégal	1 200

3. Forces temporaires

Tchad (Epervier)	1 000
Centrafrique (EFAO)	1 200
Rwanda (NOROIT)	200
Turquie (assistance humanitaire)	150

4. Participation française aux forces de l'ONU

FINUL (Liban)	500
FORPRONU (Yougoslavie)	2 100
APRONUC (Cambodge, en préparation)	1 200
MINURSO (Sahara Occidental)	30
MONUIK (Irak)	20
ONUSAL (Salvador)	4
ONUST (Syrie-Liban)	23

(Source: "Jeune Afrique")

Pour avoir une idée complète il faudrait y ajouter les coopérateurs militaires, parfois intégrés aux armées locales: ainsi 76 officiers et sous-officiers français, sous uniforme togolais, encadrent les 1800 hommes de la Garde Présidentielle du Togo.

LA GREVE DES DOCKERS

(Suite de la page 3)

dernières années, tant dans l'organisation du travail, de la formation que de l'expression des salariés. Il ne s'agit pas (...) de se laisser enfermer dans le tout ou rien, dans l'abrogation ou le maintien du cadre législatif. La loi ne peut être que le résultat d'un dialogue, d'une volonté de revitaliser les ports. La loi ne peut tout régler, notamment pas ce qui porte sur l'organisation du travail. La négociation locale confirmera sans aucun doute la nécessité d'adopter les effectifs de dockers dans les ports. Ils sont aujourd'hui plus de 8 300. Donc, d'après lui, le statut de 47 est dépassé et l'organisation du travail et la formation des dockers également.

Il faut croire que le statut n'a plus de valeur aujourd'hui puisqu'il ne serait plus un acquis social comme il le fut à son origine et que donc il n'est plus adapté à l'époque actuelle. Mais la réalité est toute autre comme un syndicat des transports oppositionnel dans la C.F.D.T. l'a dénoncé dans un tract en mars dernier par ces phrases: "Car M. Le Drian n'est pas un héros, c'est un larbin! Les objectifs réels de sa réforme ont été mis noir sur blanc dans le rapport Dupuydauby de décembre 1986 à la demande du gouvernement Chirac" n'oubliant pas de donner des extraits du rapport Dupuydauby dont voici un bref aperçu: "Quant à l'abrogation de la loi de 47 en réalité, on y pense souvent sans oser le dire: chacun sait bien que les professions portuaires ne supporteraient pas le choc de sa suppression". "Le personnel des ports bénéficie de protections souvent excessives. Le statut qui lui a été octroyé, la convention verte, en est un bel exemple: protection de la carrière, augmentation quasi automatique des salaires à l'ancienneté, rémunérations anormalement élevées, congés et repos exorbitants au droit commun sont autant d'avantages qui ont amené ce personnel, spécialement dans le secteur de l'outillage et des ateliers, à un corporatisme farouche lequel fait obstacle à toute nouveauté". Ce statut doit donc disparaître progressivement afin que le prix de la main-d'oeuvre portuaire baisse pour augmenter la plus-value de la bourgeoisie, de façon que celle-ci puisse concurrencer ses émules étrangers qui la dominent. C'est pourquoi il faut accabler le plus possible les dockers bénéficiant de ce statut; c'est pourquoi il faut faire croire à ces mêmes travailleurs que le statut actuel ne leur permet pas de s'exprimer et que la loi qui remplacera celle de 47 sera le résultat d'un dialogue entre la hiérarchie et les dockers. Alors que dans le même temps, Le Drian vendait la mèche en disant "la loi ne peut tout régler, notamment pas ce qui porte sur l'organisation du travail" prouvant que cette future loi portera sur le travail et non sur l'organisation de celui-ci et démontrant que c'est l'Etat qui préparera la loi. Et alors que l'Etat appelait et appelle toujours au dialogue les ouvriers-dockers qu'il envoie en réalité négocier avec des représentants locaux prouvant une fois de plus les contradictions de la politique bourgeoise et son désengagement partiel (ce n'est qu'un début) dans le secteur portuaire, profitant de la division politique et idéologique qui règne dans la profession malgré le quasi monopole d'un seul syndicat (profession déjà divisée géographiquement et décentralisée au niveau du paiement des salaires).

L'Etat montre aussi que petit à petit, il n'en dicte pas moins ses lois puisqu'il est entre les mains de la bourgeoisie dont il est le représentant. Il propose pour remplacer le statut de 47 la mensualisation des dockers impliquant l'embauche de Contrats à Durée Indéterminée dans les entreprises de manutention, ce qui comporte tous les désavantages qu'un C.D.I. peut comporter puisque l'entreprise sera évidemment privée et que ce ne seront plus les syndicats qui embaucheront à leur guise (bien qu'on ne s'apitoiera pas sur cela du fait du côté "mafia" qui régnait dans la CGT). Ensuite, l'Etat propose la suppression de la péréquation nationale du financement du chômage des dockers. L'indemnité de garantie sera toujours fixée au niveau national, mais son paiement devra être assuré par le port concerné et non plus par la cotisation patronale uniforme, incitant les entreprises de manutention à l'emploi de dockers permanents. Ainsi l'effectif de cette corporation variera en fonction des résultats obtenus par les ports. Quant aux négociations port par port qui devaient s'achever le 15 février et n'ont pu aboutir (prolongées jusqu'à la mi-août), elles devaient "déterminer (sur) la rénovation de l'organisation de travail et la révision des accords collectifs (horaires de travail, composition des équipes, flexibilité et polyvalence), afin de dégager des gains substantiels de productivité; l'évolution des effectifs (...); les modalités locales de mise en oeuvre du plan social; l'effort de formation et de qualification des ouvriers dockers, l'amélioration de la sécurité du travail". Voilà bon nombre des désavantages dont nous avons parlé plus haut. Ainsi les droits les plus élémentaires seront bafoués (ex: droit syndical), les salaires diminués (malgré les qualifications), la polyvalence et la flexibilité seront des atouts dans le secteur portuaire où le travail est sporadique, etc...

Comme on peut le constater, la situation des dockers sera totalement différente. Le libéralisme va donc s'étendre encore et faire toujours plus de ravages au sein de la classe ouvrière qui subira les répercussions de ce plan infect. Car si la profession des dockers est toujours mobilisée contre ce plan infect, des failles y sont apparues du fait de la pluralité existante en son sein.

A Saint-Nazaire-Nantes les dockers ont créé leur propre société de manutention sous forme de Scop (la hiérarchie était à la botte du P.S. et a toujours refusé de suivre les mouvements des autres ports).

A Dunkerque certains ont accepté la mensualisation (le nombre des dockers a toutefois été gonflé par les médias toujours aussi "neutres" vis-à-vis du pouvoir) alors que certaines choses n'ont pas été éclaircies comme par exemple le régime et les cotisations de sécurité sociale surtout parce que Dunkerque n'est qu'à quelques kilomètres de la frontière belge et d'Anvers, Zeebrugge et Gand et qu'il est donc difficile de tenir une grève puisque les navires sont envoyés par leurs armateurs dans ces ports.

A Sète, c'est le pluralisme syndical qui cause la désunion des dockers, FO approuvant la mensualisation et la perte du statut.

A Cherbourg et à Brest, les dockers sont en négociation et risquent bien de faire comme leurs pairs de Saint-Nazaire-Nantes.

A Boulogne et à Calais des dockers ex-CGT aujourd'hui à la CFDT ont mis la FNPD-CGT devant la justice pour discrimination d'embauche dans ces ports, ce qui a pour cause de désunir les dockers (bien que cette démarche soit logique, il est regrettable que ces dockers ait attendu ce conflit pour entamer ces actions).

A Marseille, la justice a tranché en infligeant une amende de 150 000 francs par heure de grève au syndicat CGT, ce qui a pour cause de diviser un peu plus ces travailleurs qui n'ont pas la même conscience à Marseille-est et à Fos.

A Bordeaux, la justice a également tranché en infligeant une amende de 110 000 francs au syndicat pour chaque heure de grève.

A Rouen, les dockers font des actions avec ceux du Tréport et de Dieppe mais ne font aucune action commune avec ceux du Havre et suivent les consignes du P.C.F. Il n'y a qu'au Havre (Fos étant l'autre exception) que les dockers sont déterminés, le nombre de ceux-ci (2 400 environ) y est sans doute pour beau-coup.

Mais il faut également souligner que le fait que la mensualisation ne s'adresserait dans un premier temps qu'aux deux-tiers des dockers des ports où ils sont plus de 100 n'est certainement pas étranger non plus au manque de combativité de certains, ce qui a pour but de les diviser encore un peu plus (...).

On peut voir également que ce conflit est ambigu notamment par le fait du fonctionnement de cette corporation et de ses revendications qui sont surtout ultra-chauvines et stakhanovistes comme leurs tracts et en particulier celui diffusé fin octobre l'ont démontré, ces réactions étant dues principalement au corporatisme dans lequel depuis la fin des années 60 les dockers se sont installés. Mais malgré tout, quand on examine les dires et les intentions ainsi que le plan mis en action par les représentants du Capital, on ne peut qu'être solidaires (avec, bien entendu, beaucoup de critiques) de ces travailleurs. La privatisation c'est le libéralisme à gogo et le libéralisme c'est la misère pour les prolétaires.

En effet, la privatisation entraîne la précarisation du travail d'où des salaires plus bas, des acquis sociaux amputés ou supprimés, des travailleurs rejoignant en plus grand nombre les 3 millions de chômeurs qui servent au Capital à diviser les prolétaires et à les maintenir dans la servilité et la paix sociale.

Pour conclure rapidement, la privatisation va envoyer la moitié de l'effectif des dockers au chômage ou en retraite ou pré-retraite, va mensualiser les dockers en partie d'abord et en totalité ensuite. Il y aura donc perte des acquis sociaux, baisse des salaires et par conséquent plus tard baisse des retraites. Les dockers passeront donc sous CDI, ce qui veut dire qu'il n'y aura peut-être plus des passe-droits pour l'embauche ce qui n'est pas plus mal et que les syndicats (la CGT principalement) n'auront plus le pouvoir qu'ils avaient, et que la situation deviendra la même qu'ailleurs et notamment dans le secteur privé. Les dockers seront donc en nombre réduit et ils pourront être facilement licenciés selon le tonnage transitant dans les ports de France et selon la modernisation des technologies en fonction dans les ports. Par contre, ils devront faire des heures supplémentaires lorsque le trafic est trop important en comparaison des effectifs du port et du personnel intérim (ça marche très bien depuis quelques années) sous-payé pourra à la rigueur être employé. Avec les heures supplémentaires, le temps de travail sera allongé comme ailleurs alors qu'une grande partie des travailleurs se retrouvera sans emploi. Le patronat mettra en place des systèmes de primes qui n'auront pour but que d'individualiser les travailleurs et de les isoler afin de mieux les exploiter et de les faire travailler davantage

afin d'employer le moins de personnel possible. De plus, les primes ont l'avantage (pour les patrons, NdRL) outre d'individualiser les travailleurs de ne pas être égales pour tout le monde et de ne pas être pris en compte ni pour le chômage, ni pour les retraites, ce qui est très bénéfique pour les entreprises comme pour les organismes liés à l'Etat. C'est pourquoi plus que jamais les travailleurs des ports et du secteur maritimes ainsi que tous les syndicats et travailleurs émancipés (même si non-organisés dans des organisations syndicales et politiques) et les organisations politiques doivent diffuser les réelles intentions de la bourgeoisie et de ses représentants et les expliquer afin de se solidariser avec les travailleurs en lutte tout en expliquant à ceux-ci le pourquoi des désaccords qu'ils peuvent avoir avec leurs revendications. La solidarité doit redevenir un cheval de bataille de la classe ouvrière afin qu'elle sorte du corporatisme dans lequel elle s'est jetée et qui ne profite qu'au patronat et au pouvoir, surtout actuellement vu que les grèves et les conflits ne sont en presque totalité que des actes défensifs de la classe ouvrière.

Mais si les dés sont jetés dans certains ports, ailleurs la lutte continue avec plus ou moins de négociations qui ne donnent et ne donneront rien puisque si les responsables gouvernementaux ont changé, la politique bourgeoise, elle, reste la même. Le conflit va certainement se durcir dans certains ports même si dans d'autres il s'arrêtera, l'avenir nous le dira.

Un lecteur de Dieppe

le 9 mai 1992

1) C'est surtout la perte de valeur qui embarrasse les bourgeois puisque c'est grâce aux profits financiers

Libération de Joël Lamy

Nos lecteurs se souviennent de Joël Lamy, militant ouvrier condamné à 6 mois de prison ferme à l'occasion de la grève chez Rufa (Caen). Le comité de soutien avait entrepris des démarches pour obtenir sa grâce; il constatait au mois d'avril:

Sa demande de grâce n'a pas abouti; nos démarches auprès du Ministère du travail et auprès de Mexandeu n'ont pas abouti, non plus! A chaque contact, ces personnes nous demandaient un nouveau délai et pendant 2 mois ils n'ont eu comme seul souci que de gagner du temps pour dépasser la période des élections. Maintenant nous savons que le gouvernement socialiste ne fera rien pour la libération de Joël. Ce gouvernement préfère libérer des flics assassins, amnistier des politiques coupables et laisser en liberté des patrons responsables d'accidents du travail mortels (exemple récent de la SMN).

Cette répression contre des militants ouvriers n'est pas chose nouvelle; à l'occasion de grèves, les licenciements frappent plusieurs milliers d'ouvriers tous les ans. Mais la très lourde condamnation de Joël à la suite d'une grève exemplaire par sa durée, son caractère déterminé et l'organisation d'une solidarité active, marque une escalade dans la répression. Il n'existe pas d'autre exemple de ce type en France depuis très longtemps. Il se trouve que les vagues de licenciements qui s'annoncent dans la région (fermeture de la SMN, licenciements à RVI) provoqueront un développement des luttes. Patronat et gouvernement ont voulu faire un exem-

qu'ils imposent leur domination de classe.

2) Qu'il fut l'auteur d'une loi sur le logement qui a donné encore plus de droits aux propriétaires. Il remplaça Hernu suite à l'affaire Greenpeace transmettant par téléphone sous les yeux de millions de télespectateurs les vœux de la nation au capitaine Prieur (faux époux Turenge mais vrais terroristes aux ordres de l'Etat français) qui était dans sa prison néo-zélandaise. Il a privatisé sous Rocard les Télécoms et a aboli le statut des travailleurs de la Poste (première étape vers la privatisation de ce secteur public?). Sous Cresson, il s'en est pris aux dockers donc. Maintenant qu'il est au ministère de l'Intérieur, gare à la matraque, car où Quilès passe, le prolétariat trépassa.

3) Cela n'a pas dû être fait sans arrière-pensée par la bourgeoisie à l'époque puisque c'était sous le régime de Pétain.

4) Ce fut un progrès et un acquis social incontestable à une époque où les ASSÉDIC n'existaient pas mais où le chômage existait (ce qui est souvent tu).

5) La hiérarchie syndicale du port de Saint-Nazaire, bien que CGT, était à la botte du P *S*. Bon nombre de dockers sont libertaires ou issus de ce milieu: à Saint-Nazaire, à Brest, au Havre, à Marseille (fils et petits-fils de réfugiés libertaires espagnols). Les idées du FN sont également bien incrustées dans la tête de dockers marseillais (le corporatisme de la profession n'est pas étranger à cela) et une dizaine de dockers sont encartés dans ce parti au Havre (sur 2 400, cela reste ultra-minoritaire). A Rouen, le délégué syndical s'est présenté sur la liste du PCF et les dockers de ce port sont dans leur majorité encartés dans ce parti comme ceux du Tréport et de Dieppe (villes communistes). On a pu voir également un docker du Havre se présenter sur la liste des chasseurs de Seine Maritime..

ple. Ils ont choisi de détruire un symbole local du mouvement ouvrier révolutionnaire: Joël Lamy. Joël n'est donc pas en prison pour le coup de poing qu'on l'accuse d'avoir donné; dans le conflit Rufa comme dans toutes les grèves ouvrières, il y en a des coups de poings de donnés, et personne n'est inculpé. Joël est en prison pour ses idées, pour son engagement militant dans les luttes depuis 15 ans.

Joël faisait en avril une demande de libération conditionnelle, ainsi que tout prisonnier en a le droit après avoir purgé la moitié de sa peine. Huit jours avant que cette demande soit examinée, il était licencié par son entreprise, bien qu'il ait averti de son absence et que en 10 ans de boîte il n'ait jamais reçu aucune sanction; ce scandaleux licenciement, qui avait pour but d'empêcher la libération conditionnelle (car avoir un emploi est une condition demandée par le juge), venait après diverses mesures répressives (avertissements, remise en cause de son mandat de délégué du personnel); plus de 100 ouvriers sur un effectif de 180 (dont une quarantaine en congés) signaient une pétition contre cette procédure de licenciement.

Malgré tout il fut possible de trouver à Joël un contrat de travail temporaire et il a donc été libéré le 5 mai. Joël est placé sous contrôle judiciaire jusqu'à la fin de l'année et il devra indemniser le policier victime du coup de poing. La lutte continue pour obtenir sa réintégration dans son entreprise.

Nouvelle-Calédonie :

Les notables Kanaks enterrent l'indépendance

Pour faire accepter les accords de Matignon, les chefs du FLNKS expliquaient à leurs troupes qu'ils mettraient à profit les 10 ans à venir pour se préparer à l'indépendance, et pour gagner à cette perspective les autres communautés.

Nous avons expliqué à l'époque que le but ouvert du gouvernement était de rendre l'indépendance impossible sans l'accord du RCP - représentant la bourgeoisie blanche - tout en jetant les bases d'une éventuelle partition. Les signataires kanaks de l'accord ne pouvaient pas ne pas s'être rendus compte de ce fait et c'est ce qui leur a valu l'accusation de trahison lancée par la frange radicale du mouvement kanak.

Les choses apparaissent aujourd'hui un peu plus clairement encore. Selon le compte-rendu du "Monde" (28/5/92) d'un colloque tenu à Paris: "Le président de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, M. F. Burck, et le président de la province Nord du territoire, M. L. Joredié, ont implicitement donné leur aval à cette démarche" qui se propose d'abandonner le référendum sur l'indépendance, au profit d'une "solution consensuelle". Selon M. Joredié, "les impératifs de développement économiques des 2 provinces contrôlées par le FLNKS confrontent les indé-

pendantistes à la nécessité d'être capables de substituer une stratégie de la réforme à une stratégie révolutionnaire", tandis que M. Burk se proposait de faire prévaloir dans les milieux kanaks "la pédagogie du long terme qui va à l'encontre du ... tout, tout de suite".

Les notables de l'Union Calédonienne avaient été poussés sinon à une stratégie révolutionnaire, du moins à une politique d'affrontement avec le pouvoir colonial, sous la pression des masses kanaks. Ils en reviennent maintenant d'autant plus naturellement à la collaboration avec la bourgeoisie caldoche et l'Etat français qui correspond à leur nature profonde, que les forces contestataires des accords de Matignon, comme le syndicat USTKE, ont quitté le FLNKS.

Une bourgeoisie kanak réussira peut-être à naître, mais il ne lui sera sans doute pas si facile de faire avaler sa pédagogie du "pas grand chose dans très longtemps" aux habitants des tribus ou aux jeunes chômeurs de Nouméa qui ont incendié le magasin Barrau. Car même si les promesses de "développement" se réalisaient, elles ne pourraient, en faisant éclater l'organisation surannée des tribus, qu'aiguiser le problème social et la nécessité de lutter contre l'oppression, l'exploitation et la bourgeoisie - quelle que soit son ethnie et sa couleur.

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

ALBANIE

Les élections législatives du mois de mars ont vu la victoire du Parti Démocratique sur l'ancien Parti du Travail et l'élection d'un nouveau président à la place de Ramiz Alia, démissionnaire. Pour faire face à la crise économique qui ravage l'Albanie, le nouveau gouvernement met tous ses espoirs dans d'éventuels investisseurs étrangers. Les gouvernements allemand, italien, turc et grec ont déjà accordé environ 100 millions de dollars de prêts ou d'aides. L'armée italienne, de retour 45 ans après, a joué un rôle primordial de distribution de l'aide alimentaire, ce que la bourgeoisie italienne préfère à un déferlement de réfugiés albanais. Pour entrer dans les bonnes grâces du FMI et autres organisations internationales, le gouvernement de Sali Berisha a promis un "traitement de choc" pour l'économie du pays: "notre situation économique est tragique. Nous allons dépendre de l'aide alimentaire pour les mois qui viennent. Mais nous devons supprimer les subventions si nous voulons obtenir des prêts structurels" (Financial Times, 7/5/92). L'Albanie négocie un prêt de 9 millions de dollars du FMI dont la condition est la suppression des subventions aux produits de consommation de base: pain, sucre, combustible domestique. Le prix du pain devrait être ainsi multiplié par 4. Le gouvernement entend aussi supprimer les indemnités de chômage, aujourd'hui égales à 80% du salaire; le gouvernement prévoit de diminuer ces indemnités de 10% par mois jusqu'à leur suppression complète. On peut saisir la portée de ce projet si on sait que l'inflation est estimée à 500% et que le nombre de chômeurs est supérieur à 50% de la population active! Il est probable que les conseillers du FMI expliqueront à ces néophytes enthousiastes du libéralisme qu'à trop vouloir "bien faire", on risque de scier la branche sur laquelle on est assis... Sinon, on pourra mathématiquement calculer le nombre de mois qui restent avant que la population affamée ne pende les démocrates aux lampadaires de Tirana. Les travailleurs ont déjà réagi à ce programme par le déclenchement le 18 mai d'une grève des 9000 cheminots, suivis le 19 par les instituteurs, le 20 par le personnel médical.

BULGARIE

Le gouvernement bulgare a annoncé fin mars son budget, "élaboré selon les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale" selon le ministre des Finances. L'économie bulgare est en pleine récession avec un recul estimé à 20-25% pour 1991. La nouveauté du budget consiste en la réduction des dépenses sociales et des subventions, bien qu'il reste en déficit. Ces mesures d'austérité ont provoqué des menaces de grève de la part du nouveau syndicat, qui se plaint que les promesses qui lui avaient été faites sur l'amélioration des conditions de travail et les salaires, n'ont pas été tenues par le gouvernement démocratique; les menaces de grève touchent les travailleurs des raffineries de pétrole et les mineurs de charbon, zinc, plomb et uranium, certaines mines sont menacées de fermeture.

Le syndicat Podkrépa oriente la grève des 10.000 mineurs déclenchée fin mars, vers la demande de la démission du ministre de l'industrie.

ETATS-UNIS

La grande grève de Caterpillar dont nous avons parlé dans les No précédents a pris fin: les 12.600 ouvriers ont repris le travail début avril sur une défaite après 5 mois de grève. La direction avait fixé un ultimatum pour le 6 avril: passée cette date, tous les grévistes seraient licenciés. Mais au jour dit seuls 300 travailleurs reprirent le travail. Le syndicat UAW expliquait que la victoire des grévistes était certaine et qu'il était prêt à reprendre les négociations à tout moment; en fait il se préparait à céder. Le prétexte fut l'intervention d'un "médiateur". Le syndicat appelait alors à la reprise du travail pour le 15 avril. Mais ce jour là, la direction se payait le luxe de laisser les portes closes et d'annoncer aux travailleurs qu'ils seraient appelés progressivement à reprendre le travail, ce qui constitue sans aucun doute une pression supplémentaire sur les travailleurs combattifs et sur le syndicat dans les négociations qui restent à mener.

PAYS-BAS

Une vague d'agitation sociale a touché le pays au mois d'avril: grèves tournantes dans les raffineries de sucre, grèves dans les supermarchés, dans le port de Rotterdam, etc. L'action la plus spectaculaire a été les 48 heures de grève des cheminots, massivement suivie. Selon "Le

Monde" (7/4/92) "dans les bonnes traditions néerlandaises, le mouvement de grève a été largement annoncé à l'avance et les protagonistes ont essayé jusqu'au bout de l'éviter". Ce sont précisément ces "bonnes" traditions que le prolétariat hollandais devra combattre pour retrouver toute la puissance de son action et s'engager sur une voie résolument classiste.

ALLEMAGNE

La grève de la Fonction Publique en Allemagne a été à la une des informations dans presque le monde entier, ce qui est le témoignage de la menace potentielle que représente la classe ouvrière du géant économique allemand pour la bourgeoisie internationale. Après 11 jours de grèves tournantes, les syndicats ont crié victoire et appelé à la fin du mouvement: 5,4% de hausse des salaires en moyenne, ce qui était le chiffre avancé par les médiations avant le déclenchement de la grève (contre 9,5% revendiqués). Les travailleurs n'ont guère apprécié ce résultat: l'accord n'a été accepté par une majorité de votants que dans les PTT (51,4%). Mais les syndicats ont des règles telles qu'elles empêchaient une poursuite de la grève: par exemple dans les PTT, il faut 75% de votes favorables pour déclencher une grève et seulement 25% pour la terminer. Les syndicats ont ensuite fait jouer le "suspense" dans les autres secteurs, en avançant de terribles revendications, en général autour de 10% d'augmentation, pour finir par accepter des augmentations inférieures à 6%, barrière fixée par le gouvernement: 5,8% dans l'imprimerie et le commerce de détail; dans la métallurgie l'accord devrait être du même ordre.

CONGO

Le 7 avril les 10.000 employés du ministère des finances entamaient une grève illimitée pour le paiement d'une prime correspondant à 25% de leurs salaires. Les travailleurs de la société "Hydro Congo" (1400 employés) se sont mis en grève le 10 avril en protestation contre les mesures de restructuration de la société. Le 27/4 500 employés environ sur 600 de la Banque Commerciale Congolaise, la plus grande banque du Congo, déclenchaient une grève en protestation contre le projet de licenciement 35% du personnel. Au bout de 10 jours des négociations ont mis fin à la grève. Le 23 avril une manifestation d'une centaine d'anciens travailleurs des transports qui réclamaient le paiement du reliquat de leurs indemnités de licenciement en 1988, a été violemment réprimée par la police (3 blessés). Les employés de la COMILOG en grève ont obtenu une enveloppe globale de 50 millions de CFA "pour leurs besoins sociaux": Les travailleurs avaient interrompu le 13 mai le trafic ferroviaire sur la ligne "Congo-océan" en érigeant des barricades sur les voies, barricades levées le 17 mai après la conclusion de l'accord avec le gouvernement.

MALAWI

Ce petit pays de l'Est africain a connu à la mi-mai les troubles les plus graves depuis l'indépendance et même depuis les mouvements anti-anglais de 1959. Le 5 mai les 3000 ouvriers en grève d'une société textile qui manifestaient dans la ville de Blantyre depuis 2 jours ont été rejoints par d'autres travailleurs et par des chômeurs. La manifestation s'est transformée en émeute après l'intervention de la police. Les magasins possédés par l'inamovible président Banda ont été pillés et détruits. Les manifestations et les émeutes ont gagné le lendemain la ville voisine de Limbe ainsi que la capitale Lilongwe. Dans ce dernier cas le début des émeutes a été causé par le procès du syndicaliste Chihana, qui venait de rentrer au Malawi comme chef de l'opposition démocratique. Le 8 mai, alors que la féroce répression avait ramené le calme à Limbe et Blantyre (capitale économique du Malawi), de violents affrontements opposaient à Lilongwe les ouvriers des usines de tabac en grève à la police anti-émeutes. Le 11 mai "le pays entier est en proie à la grève" selon un diplomate. Aux employés de la compagnie d'autobus du pays entrés en grève le 8 et qui avaient coupé toute liaison terrestre entre les principales villes, se joignaient les travailleurs des eaux, de l'électricité, de l'hôtellerie, les fonctionnaires.

Alors que le bilan de la répression est supérieur à 40 morts, les "bailleurs de fonds" du Malawi réunis à Paris le 14 mai accordaient une aide humanitaire pour les victimes de la sécheresse et s'avisèrent que le régime de Banda n'est pas irrévocable: "les bailleurs de fonds ont continué à exprimer leur profond souci sur le manque de progrès en ce qui concerne les libertés élémentaires et les droits de l'homme" affirme ainsi le communiqué

des vautours du capitalisme international à l'issue de la réunion du "Groupe consultatif pour le Malawi" de la Banque Mondiale; mais ils ont souligné que le plus important était la poursuite des réformes économiques.

Aux dernières nouvelles le mouvement de grève touchait maintenant les plantations de thé.

NIGERIA

Le Nigéria traverse une grave crise économique dont la cause principale est l'effondrement des ressources tirées de l'extraction pétrolière. Pour des raisons de stabilité sociale et politique, le gouvernement militaire de Babangida a organisé une démocratie particulièrement caricaturale: seuls 2 partis sont autorisés, l'un plutôt à gauche, l'autre plutôt à droite, et ce sont les militaires qui se sont chargés d'écrire leurs programmes! Une telle mascarade n'a évidemment aux yeux des masses qu'un impact limité, et le régime doit donc s'appuyer sur la répression ainsi que sur l'utilisation des rivalités religieuses et ethniques pour maintenir l'ordre.

Les récentes hausses de carburant ont provoqué de violentes manifestations, violemment réprimées. Déjà le 6 avril l'augmentation de 100% des tarifs des mini-bus avait été mal accueillie: 50 mini-bus brûlés, des chauffeurs rossés par les manifestants. La hausse de l'essence et des produits pétroliers avait entraîné des appels anti-gouvernementaux par les étudiants déjà en lutte pour des revendications propres: 48 heures de manifestations dans tout le pays contre le gouvernement. A Lagos, la capitale, les manifestants incendièrent divers bâtiments officiels, notamment des bâtiments du ministère de l'Agriculture, le siège de l'un des partis officiels, etc. Quelques jours plus tard de nouvelles émeutes touchaient les quartiers nord de la capitale, mais la police et l'armée qui avaient quadrillé cette ville tentaculaire, affirmaient contenir les émeutiers, bien que les émeutes reprennent le lendemain. La tension était telle que le syndicat officiel NLC avait été contraint à appeler à la grève générale jusqu'au rétablissement complet de l'approvisionnement en carburant, élément essentiel pour la cuisine comme pour l'éclairage domestiques. Mais devant ces émeutes le syndicat étudiant décidait le 15 mai de cesser ses manifestations de 48 heures. Officiellement la répression des émeutes aurait fait moins de 10 morts. Et comme chaque fois que la situation sociale est tendue au Nigéria, des affrontements religieux sanglants éclataient dans le Nord.

CARAIBES

Nous avons parlé dans le précédent "Proletaire" des grèves en cours dans l'industrie du sucre dans cette région. En GUYANA, ce sont 20.000 travailleurs des 8 raffineries de sucre de la Guyana Sugar Corporation qui sont entrés en grève pour 100% d'augmentation de leurs salaires. La grève a éclaté alors que la production de sucre de la Guyana a pratiquement doublé par rapport à l'an dernier. Cette grève fait suite à celles de la Barbade et de la Jamaïque.

LIBAN

Les affrontements entre milices rivales ont cessé au Liban de fait sous protectorat syrien (au Nord) et sous menace israélienne (au Sud). Mais la situation économique s'est dégradée, rendant intolérable la condition des larges masses. La revue "Arabes" de mai (No65) donne les chiffres qui suivent: Seuil de pauvreté, calculé selon les normes internationales: 550.000 Livres Libanaises; salaire moyen: 250.000 LL. 90% des salariés seraient ainsi au dessous du seuil de pauvreté. Le salaire minimum a baissé au point de perdre toute signification: les prix ont été multipliés par 100 entre 83 et 88, alors que ce salaire minimum n'a augmenté que de 20 fois. Il serait aujourd'hui 10 fois plus faible en valeur que le SMC français, alors que les prix à la consommation ne sont que 2 fois plus faibles qu'en France.

Le mécontentement social est donc particulièrement grand, poussant la CGTL à organiser des grèves générales de 24 heures, de plus en plus suivies, à cause de la détérioration économique rapide.

Le 5 mai les manifestations prirent un tour violent. A Tyr, les manifestants scandant le slogan "A Bas le gouvernement affameur du peuple" brûlèrent la résidence du ministre des finances. A Beyrouth des magasins, des offices de change furent saccagés, des banques attaquées. La route entre Tyr et Sidon fut bloquée par des barrages. La CGTL appela à 3 jours supplémentaires de grève, mais se refusa à envisager une grève illimitée "parce que cela ne ferait qu'accroître les souff-

rances du peuple"! Cependant la violence et l'étendue de la colère de la population, le Premier Ministre Karamé a été contraint de démissionner le 6 mai. Quelle qu'en soit la limite, cette victoire du mouvement gréviste est malgré tout le signe pour les prolétaires que la voie de la lutte de classe est possible.

RUSSIE

Un rapport du Bureau International du Travail publié fin avril prévoyait que le nombre de chômeurs pourrait être à la fin de l'année de 10 à 11 millions de personnes (officiellement il n'est actuellement que de 100.000 personnes); le premier ministre avance, lui, le chiffre de 6 millions pour la fin de l'année. Le rapport estime que pour l'instant les licenciements n'ont pas accompagné la chute de la production et il se plaint que les salaires aient "fortement augmenté" dans le secteur de l'industrie.

Nous avons déjà indiqué que les mineurs ont obtenu des hausses de salaire conséquentes. Au mois de mai ce sont les employés de la santé qui se sont lancés dans la grève pour une augmentation de dix fois de leur salaire, suivis par leurs collègues ukrainiens. Au bout de trois semaines de grève les employés de la santé ont obtenu une augmentation de 2,7 fois des salaires et les enseignants, de 2,6 fois. Le gouvernement ukrainien accordait au même moment une augmentation de 2,25 fois des salaires des employés de la santé, de la culture et de l'éducation.

ESPAGNE

Après une longue période d'expansion, l'Espagne connaît à son tour la récession qui force son gouvernement à s'attaquer à la classe ouvrière. Le plan d'austérité du gouvernement socialiste prévoit notamment de réduire les allocations de chômage (alors que le taux de chômage est un des plus élevés d'Europe: 16% officiellement), de limiter le droit de grève, etc. Ce plan a fait se lamenter le secrétaire général de l'UGT (syndicat proche des socialistes): "nous vivons la fin d'une époque, nous entrons dans un cycle pouvant nous conduire à une profonde crise sociale". Les pompiers syndicaux se sont donc employés à allumer un contre-feu; UGT et CCOO ont donc élaboré une stratégie de "lutte" pour soi-disant faire échec à ce plan, en réalité pour épuiser la combativité ouvrière. Une série de grèves partielles, de manifestations, sont prévues sur plusieurs mois et doivent culminer sur un "automne chaud". La grève générale d'une demi-journée fin mai en était un premier élément. Tant que les travailleurs ne rompent pas avec ces stratégies défaitistes et continueront à suivre les syndicats de la collaboration des classes, les plans de la bourgeoisie finiront toujours par passer.

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au prolétaire:** 50 FF/ 200FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **"Programme Communiste"** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us \$ 35. **"Il Comunista"**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **"El Programa Comunista"**, le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.
 IMPRIME PAR NOS SOINS